

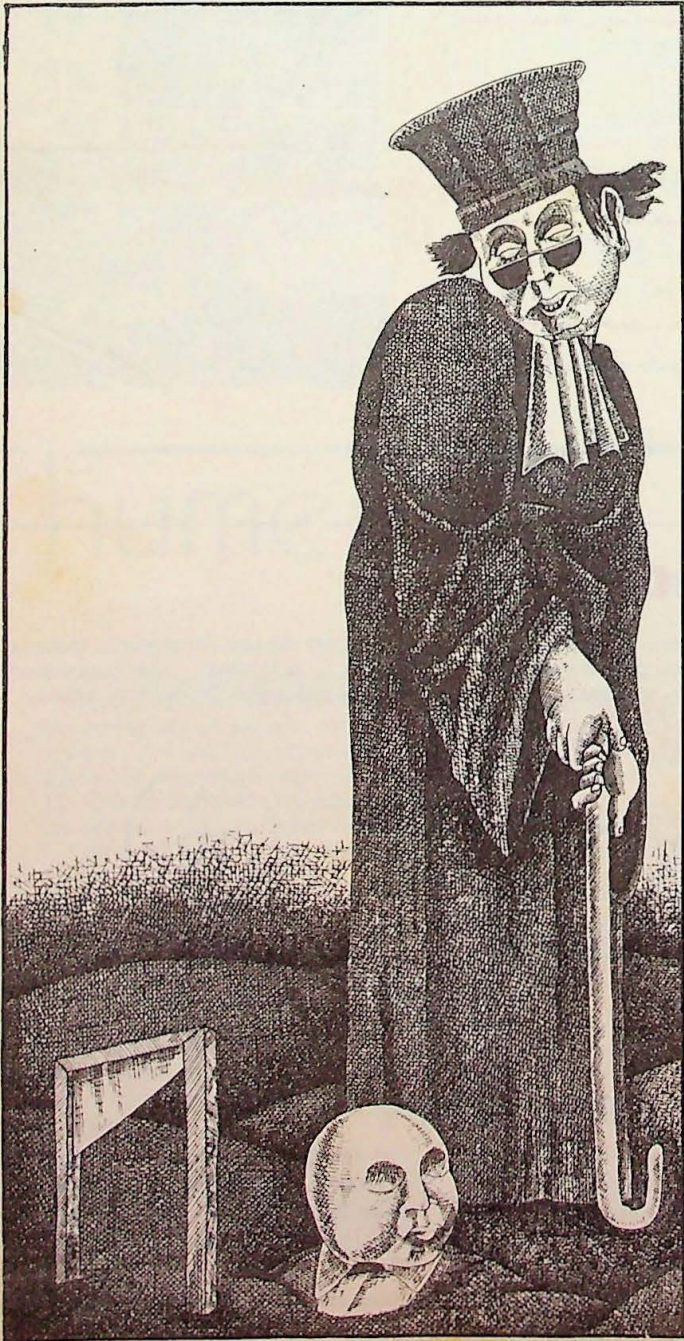
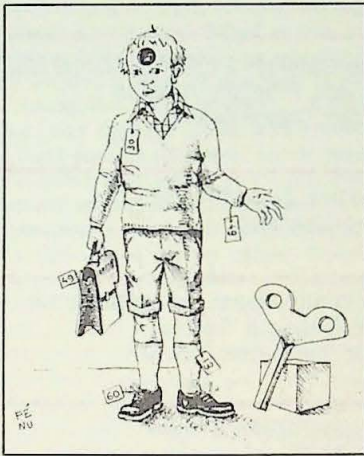
n° 753 — 4 F
DU 15 AU 21 SEPT. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste



**Séguy-Maire
engueulent la gauche,
La majorité « manifeste »,
L'école coûte cher,
Le bourreau tranche,**

C'EST LA RENTRÉE !

Directeur politique :
Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deshliat.

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette Collaboration technique :
Max Pagis

Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F
pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout
changement d'adresse : joindre 3 F en
timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Ecologistes : des responsabilités à prendre. *Michel Mousel* P. 4
Une droite vide, vide, vide. *François Turquan* P. 4
Le dossier du petit écran. *Claude Deshliat* P. 5

Lutttes en classe

- Rentrée scolaire 'l'ardoise. *Stephan Lyllan* P. 6
Manuels : cure d'amaigrissement P. 6

Briser la chaîne

- Montefibre : le gâchis multinational. *Correspondance* P. 7
Manufrance : sortir de l'impasse. *C.D.* P. 7
Rentrée sociale : calme relatif. *Yves Sparfel* P. 8

Injustice

- Au nom de la loi du Talion. *Michel Etienne* P. 9

Et pourtant elle tourne

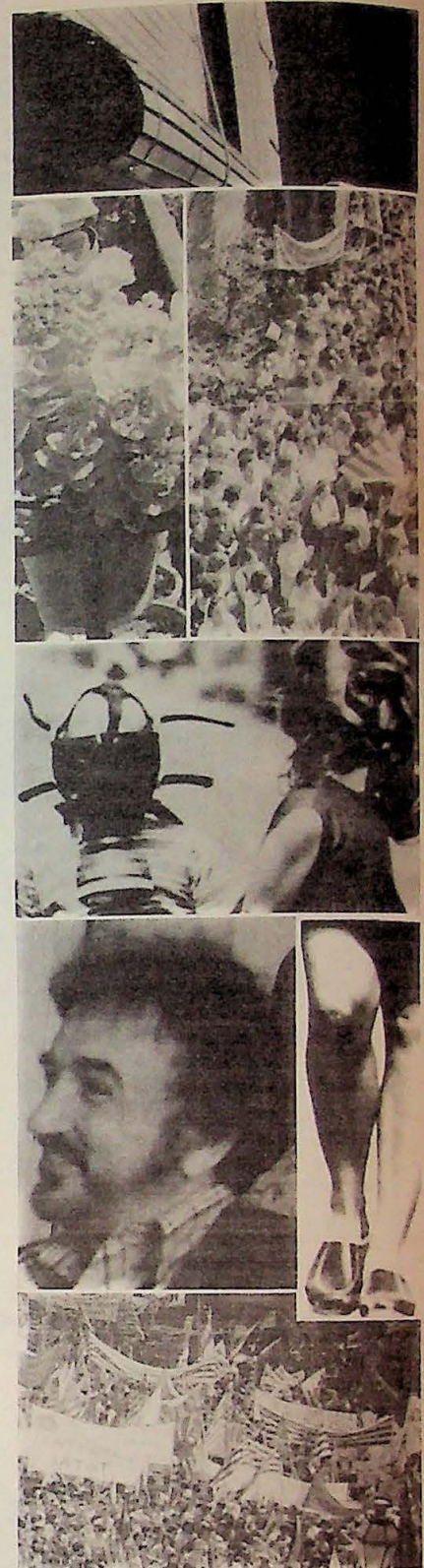
- BBU : subversion douce contre énergie violente. *Propos recueillis par Jean-Jacques Cléry* P. 10
Guyane : le colonialisme à la mode rétro. *Philippe Marielie* P. 11
Gierek à Giscard : « dites à Carter de mettre un bémol sur les droits de l'homme. ». *Léo Goldberg* P. 12
Espagne : oui à l'autonomie, non au caciquisme. *Christian Guerche* P. 13

La parole à :

- Jean-Claude Carrière : « Bunuel ? Un bourgeois et un anarchiste... ». *Propos recueillis par Fabian Gastellier.* P. 14

Les armes de la critique :

- La télé. Points de vue. *René Lanarche.* P. 15
Cinéma : l'Amérique pour et contre. *Fabian Gastellier.* P. 15



calendrier politique

● **Mercredi 14 septembre (Paris-15^e)** : le « comité Larzac » invite toutes les personnes qui ont participé aux deux camps de préparation du rassemblement des 13 et 14 août à



une réunion pour discuter ensemble de cette préparation (14, rue de Nan-teuil, 20 h). Ultérieurement une autre réunion est prévue début octobre.

Comité Larzac Paris, 12, rue Censier, 75005 Paris.

● **Samedi 17 septembre (Maurepas)** : réunion de la commission « villes nouvelles » (PSU) avec la participation des conseillers municipaux et la présence des sections concernées (16^e étage de la mairie de Maurepas, gare de la Verrière, Yvelines).

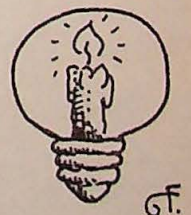
● **17 et 18 septembre** : grande fête écologique organisée par les « Amis de la terre » (Verreux-les-Sablons), 10 km de Fontainebleau sur la route de Sens. Débats, forums, films, bouffe, animation. Nombreux stands dont celui, notamment, du PSU Sud-Seine-et-Marne. Tenue correcte non exigée.

● **Jeudi 22 septembre : procès Georges Bernard (La Rochelle)** : repasse en procès pour avoir renvoyé son livret militaire en soutien aux paysans du Larzac et en résistance à la militarisation. Cela aura lieu à 15 h 30. Un soutien actif ou (et) finan-

cier sera le bienvenu. Demandez « la relaxe » par lettre au président du Tribunal de grande instance de La Rochelle, rue du Palais, 17000 La Rochelle. Pour tout contact : G. Bernard, BP 150, 17005 La Rochelle-Cedex.

● **Samedi 8 octobre : gigantesque fête organisée par la section du Havre du PSU** (sous chapiteau géant, place Gambetta). Avec Henri Tachan, Patrick Abrial, Toto Bissainthe (chanteuse des révoltes haïtiennes), Santhados, D. Dehayes et T. Karfrieden

accompagnés par Amalgame. Débats (locaux, nationaux, internationaux) avec la présence de personnalités.



à nos correspondants :

Nos correspondants, tant à Paris qu'en province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubri-

que « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Tél. : 566-45-64.

éditorial

la patience, et ses limites



Séguy-Maire
engueulent la gauche,
La majorité « manifeste »,
L'école coûte cher,
Le bourreau tranche,
C'EST LA RENTRÉE !

La décision du tribunal de commerce de Besançon de prononcer (pour la seconde fois) la liquidation de Lip SA, ne modifie pas substantiellement la situation de l'entreprise Lip et de ses travailleurs. Elle montre simplement que le tribunal n'a pas voulu tenir compte des preuves — pourtant irréfutables — apportées par les Lip et de nombreux experts, quant aux potentialités industrielles de leur appareil de production. Elle n'est qu'une manifestation supplémentaire du mélange d'ignorance, d'incompétence, d'aveuglement et de duplicité dont font preuve les pouvoirs publics et le patronat face à la crise d'ensemble qui frappe maintenant l'horlogerie française sous la pression de quelques multinationales.

Le problème reste donc entier. Les démarches entreprises cet été par les Lip et leurs résultats prouvent que si les départements ministériels concernés s'en étaient un tant soi peu occupés, le redémarrage de Lip serait acquis. Mais les services que payent les contribuables, sont sans doute, occupés à autre chose qu'à combattre le chômage. Plus que jamais, la défense de l'emploi et du potentiel technologique sont entre les mains de tous les travailleurs. Soutenir aujourd'hui ceux de Lip comme ceux qui connaissent les mêmes difficultés, c'est contribuer au nécessaire changement politique et social de demain.

le bureau national
du PSU - 12 septembre 1977 ■

A l'heure où ce journal est mis sous presse, on ne connaît pas le résultat du « sommet » de la gauche. Mais il en est au moins un qui est assuré dans tous les cas, quelles que soient les habiletés de rédaction de compromis, les « blancs », et les questions remises à plus tard : le Programme commun ne sera plus ce qu'il était, en ce sens qu'il ne servira plus d'obstacle à toute discussion des problèmes fondamentaux, ni d'abri pour masquer les ambiguïtés et les contradictions. Le temps est passé du livre sacré, intouchable et hors duquel il n'y a point de salut.

Vue sous cet angle, la nouvelle situation présente des aspects positifs. Mais, avant de les examiner, nous ne saurions ignorer qu'ils ne sont pas les seuls. S'il était utile que des questions aussi essentielles soient débattues publiquement, il l'était moins qu'elles prennent le tour qu'on leur a donné : invectives virulentes d'un côté, silences dédaigneux de l'autre, les travailleurs constituant l'objet et non le sujet du débat programmatique. « Je peux affirmer que dans cette affaire la « base » n'a eu rien à dire, et pourtant je connais suffisamment de camarades communistes, socialistes, d'Union de la gauche pour déclarer qu'ils sont révoltés (le mot n'est pas trop fort) par les discours, les déclarations péremptoires des gros calibres aussi bien du PS que du PC », écrit au Monde un ouvrier militant du PS. On peut le croire.

Ce n'est pas une question formelle ou sentimentale. C'est tout le problème de l'unité qui est en cause. Parce que, depuis 1972, elle a été conçue exclusivement au sommet, fermée et figée sur la lettre du Programme commun, dès que les désaccords s'expriment, c'est la tempête et elle paraît ébranlée. Or l'unité, ce n'est pas le spectacle, le club privé et la dissimulation des différences. Aussi, nous qui avons toujours dénoncé ce qui relevait de la mystification, nous sommes en droit de demander qu'on puisse discuter et débattre sans décourager ceux qui ont mis leurs espoirs dans la « dynamique unitaire ».

C e n'est pas nous qui avons fondé tout déblocage politique sur la victoire électorale ; qui avons sorti le Parti socialiste de ses cendres ; qui avons conçu une campagne présidentielle fort affranchie du Programme commun ; qui avons posé des interdictions sur des sujets comme la démocratie dans l'entreprise ou la hiérarchie des salaires... Alors, de grâce, que ceux qui ont pris toutes ces responsabilités les assument aujourd'hui en sacrifiant l'essentiel de ce qu'ils ont créé à la subite révélation de leurs erreurs et des limites de leur accord ! Et qu'ils ne surestiment pas la patience de ceux qu'ils veulent convaincre

Seulement, notre tâche n'est pas simplement d'exprimer un degré plus ou moins élevé d'agacement. Nous devons intervenir pour que le renouvellement de l'unité se fasse en changeant de forme et de contenu : de forme, en faisant en sorte que le débat et les pratiques unitaires traversent tous les niveaux et progressent à la base. De contenu, en avançant systématiquement les réponses autogestionnaires. Tel est bien le but des discussions que nous avons avec le PCF, de celles que nous devrions avoir avec le PS. Mais pour qu'elles soient utiles, elles doivent se dérouler partout. Et pour cela, nous disposons de deux points d'appui.

L e premier, c'est la fermeté de la CFDT sur les revendications à la fois de classe et autogestionnaires. Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'importance de ses récentes prises de position et les convergences de préoccupations qu'elles manifestent.

Le second, c'est la dimension prise par ce qu'on nomme le « phénomène écologique » et qui ne reflète pas les seules luttes écologistes, mais aussi celles des femmes, des minorités nationales, parce que c'est là, et notamment sur le nucléaire, que se cristallise tout un mouvement social étranger à la politique politicienne et critique à l'égard de la gauche traditionnelle. Un courant qui parfois ne manque pas d'ambiguïtés, mais qui recèle des possibilités considérables de formes de contrôle, de contre-pouvoirs, d'auto-organisation qui peuvent être stérilisées sous une majorité de droite ou amplifiées sous une majorité de gauche.

On voit qu'il ne s'agit pas seulement d'une question électorale. Le sondage publié vendredi dernier par *Le Matin* montre que, sans le courant qui a manifesté cet été — nous et les écologistes — il n'y a pas de victoire de la gauche possible. Mais ce n'est que le reflet de cette autre vérité : il y va de l'avenir de ce mouvement qu'il trouve sa forme d'insertion dans le combat pour le changement social et politique ; il est de notre responsabilité d'y contribuer et de faire en sorte que la gauche syndicale et politique ne le voue pas à l'ignorance ou à des réserves d'« expérimentation sociale ».

Cela dépend de notre capacité à tenir sur les deux fronts de la lutte autogestionnaire, dans et hors les entreprises, puisque c'est dans la réunion des deux que s'exprimeront avec le plus de force les réponses concrètes de ceux qui n'ont pas la patience d'attendre qu'on leur mijote à coups de nucléaire, de centralisme, de productivité et de compromis avec la bourgeoisie internationale, un niveau plus élevé d'aliénation.

Michel MOUSEL ■

humeur :

enfin seuls !

Vialas (Lozère), le 12 septembre.

On vous l'avait bien dit : tous ces gens qui ont décidé de vivre durement en Ardèche, en Lozère, en Haute-Provence et ailleurs sont des dangers publics, des incitations permanentes à la révolte. Ils élèvent des chèvres en plein désert, ils font pousser du foin, du blé, des légumes sur des terres que les Crédits agricoles ont officiellement abandonnés, ils récoltent des fruits là où des hommes d'affaires ne rêvent que de couper des pins et des sapins.

Ces gens, depuis une dizaine d'années, constituent une insulte au bon sens : ayant abandonné la machine à laver pour la rivière, le chauffage électrique pour le feu de bois, la télé pour la veillée, ils ont eu le mauvais goût de résister à une vie et à des conditions climatiques ou géographiques que les doctes spécialistes des questions paysannes ont depuis longtemps déclaré insupportables et non rentables.

Pire encore : ces pouilleux, ces va-nu-pieds, ces moins-que-rien, ces fauchés, ces farfelus, n'ont pas tous déguerpi après le premier hiver. Boulangers de la région parisienne, profs de Lille, étudiants de Grenoble, menuisiers de Pantin, infirmiers du 13^e arrondissement ou tourneurs de Toulouse, ils se sont incrustés. Et, scandale des scandales, dans certaines communes du Gard, de l'Ardèche ou de la Lozère, ils ont le mauvais goût d'être en majorité. Et, ce qui montre à quel point ils sont pervers, bien souvent ils s'entendent parfaitement avec les vieux paysans. Et avec les moins vieux.

Alors, preuve que la présence de ces « hippies » est négative, il y a des paysans qui, du coup, refusent de vendre leurs terres aux spéculateurs ou aux agents immobiliers. Plus grave encore : ces « hippies » et les paysans se

sont mis à causer au coin du feu. Et tout doucement, ignorant les imprécations et les avertissements des journaux locaux qui, eux, voyaient clairement le danger, ils se sont de plus en plus souvent trouvés d'accord. Et ils se sont entraidés. Contaminés, les agriculteurs. Insensibles aux cris des journaliers : drogue, partouze, fainéants, sales, gauchistes.

Horreur : ensemble ils ont réouvert des écoles.

Heureusement que les gendarmes, les renseignements généraux et les RPR veillaient. Tandis que les agriculteurs et de nombreux vieux sans défense se laissaient imprudemment aider, les anges gardiens faisaient des fiches, noircissaient des dossiers et rampaient longuement dans l'herbe pour, un jour, montrer triomphalement au peuple les photos de tous ces déviants. Ces gens qui ont eu l'outrecuidance de ne pas croire les journaux qui parlaient de leurs échecs.

Des échecs si lointains que certains ont déjà oublié qu'on les appelait des hippies.

Heureusement que l'affaire Pierre Conty, qu'il soit ou non coupable, est venue à point pour rappeler la scandaleuse imposture de ces jeunes marginaux. Qui ne sont plus jeunes et plus marginaux, mais qui s'obstinent à vivre autrement.

Les journaux et les notables ont enfin raison : *on vous l'avait bien dit !* Et leur espoir de tout nettoyer renaît.

C.-M. VADROT ■

où va la France ?



Photo AFP

une droite vide, vide, vide

« Le bonheur des uns fait le malheur des autres » dit un vieil adage. Une fois inversé l'ordre de ces termes, ce dicton devrait, en principe, s'appliquer fort exactement à la conjoncture politique française.

La droite s'est d'ailleurs empressée de s'emparer de la polémique entre le PCF et le PS, en l'opposant à son esprit unitaire tout frais. Elle a pu mettre en parallèle les difficultés provoquées par l'actualisation du Programme commun et l'aisance avec laquelle elle a su mettre au point son Manifeste. Sa propagande officielle, orchestrée à la télévision et dans la grande presse, ne nous épargne aucune des petites phrases de dirigeants communistes. On n'a jamais tant vu Georges Marchais à la télévision : il est vrai que les gracieusetés qu'il prodigue généralement à l'intention de Mitterrand sont plus largement citées que ses attaques contre le pouvoir...

Ces divisions actuelles de la gauche unie ont permis à la droite de ressortir de leur arsenal certains arguments éculés sur la « volonté de puissance » du PCF, sur sa volonté de déborder le futur gouvernement de gauche « dans la rue » en s'appuyant sur les syndicats, sur l'instabilité que créerait une victoire de la coalition de gauche, vouée à la dislocation. Mais, si elles lui ont donné un répit provisoire, elles ne lui ouvrent aucune perspective nouvelle.

La droite n'a rien à proposer, que le bilan morose de vingt ans d'exercice du pouvoir et la critique anticipée d'une gestion gouvernementale de gauche.

Bérésina

A l'époque du gaullisme, la droite pouvait arguer de l'expansion économique, du développement industriel accéléré, d'une politique extérieure active. Ces arguments n'existent plus. La « bataille de la Marne » économique annoncée par Giscard et Barre s'est transformée en Bérésina. L'inflation continue son bonhomme de chemin, le chômage ne fait que croître et embellir, le pouvoir d'achat stagne ou régresse. La campagne pour l'emploi des jeunes, les mini-relances apparaissent comme autant de baudruches dégonflées avant même d'avoir pu s'envoler. Le personnel gouvernemental est sans doute le plus médiocre que la France ait connu depuis Charles X : qu'on se souvienne de la campagne d'Afrique de l'ineffable Guiringaud, ou des invraisemblables déclarations de Méhaignerie sur 1977, « excellente

année » pour l'agriculture française...

Ce n'est pas un hasard si la presse et les politiciens de droite n'évoquent le conflit PC/PS qu'en termes de lutte pour l'hégémonie. La droite n'a rien à dire sur les questions qui agitent la gauche, hormis les éternelles banalités sur l'économie libérale, les nationalisations et l'étatisme menaçant. Mais ces arguments, qui pouvaient porter il y a quatre ou cinq ans, sont aujourd'hui à contre-courant, alors que pour un nombre croissant de travailleurs la relance par la consommation, la prise en charge croissante du développement économique par l'Etat, les nationalisations en tant que moyen de création d'emplois apparaissent comme des solutions inévitables et nécessaires.

le Manifeste ; un bien pauvre catalogue

Le Manifeste de la majorité, pauvre catalogue des idées reçues conservatrices, ne répond à aucune des questions que se posent les Français et sur lesquelles se joueront les élections générales de 1978 : celles qui concernent la situation économique et sociale. En tant que programme électoral, il est inexistant, en tant que ciment de l'unité majoritaire

insuffisant. Il ne recouvre aucune stratégie commune : il démontre, en fait, que la droite, qui reste divisée sur le plan de la stratégie, ne possède aucun plan tactique.

Aucune des forces qui la composent ne peut se poser en rempart contre la gauche. Le RPR peut rassembler les forces les plus conservatrices, mais, ce faisant, il ne peut prétendre à disputer au PS un certain électorat flottant, hésitant entre libéralisation et social-démocratie. Les « Républicains », paralysés par leur triste condition d'inconditionnels de Giscard (c'est peut-être pour cela qu'ils ne sont plus « indépendants » ?) en sont réduits à inonder la France de portraits du vaseux Soisson et à ressortir, comme plate-forme électorale, la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Le centre reste introuvable : le pullulement de groupuscules fantomatiques qui l'affectent prouve son inexistence profonde. J.J.-S.S. turlupine... La réunion de ces « forces », autant contre le RPR que contre la gauche, ne peut que donner naissance à un cartel aussi peu crédible qu'homogène.

La droite part battue. Seule l'Union de la gauche peut lui offrir une de ces « divines surprises » dont l'histoire de France est pleine. Qu'elle y prenne garde...

François TURQUAN ■

le dossier du petit écran

Aix-en-Provence du 3 au 7 septembre. Professionnels de la télévision et partis de gauche (PCF, PS, MRG, PSU) s'interrogent : « Que faire de la télévision en 1978 ? ». Un regret : l'étroitesse de la palette politique invitée. Non qu'il faille déplorer l'absence des partis de droite qui ont boycotté ces rencontres internationales de télévision. Mais d'autres formations « de gauche » — écologistes notamment — avaient, sans doute, sur le sujet, des choses à dire. Une déception aussi : la tendance à privilégier le discours des professionnels « créateurs » au détriment de celui des travailleurs présumés « non créateurs » (pourtant représentés par le SNJ et le SURT-CFDT notamment). Malgré cela, une réussite qui lance le débat sur un sujet aussi capital pour l'avenir du socialisme autogestionnaire que la question de l'école et de la formation par exemple.

Dans une période où le capitalisme restera prédominant (malgré les nationalisations) et où la lutte de classe ne pourra qu'en être avivée, la télévision jouera, en effet, un rôle décisif dans le processus de changement social profond que souhaite le courant autogestionnaire. A condition de n'être pas accaparée par les hommes au pouvoir : si bon teint soit-il, celui qui parle *au nom des autres* confisque la parole des autres. Et il ne suffira pas de changer de discours idéologique : il faudra surtout donner la parole à ceux qui ne l'ont pas. Leur donner la parole non pas seulement en les laissant « causer à la télé », mais en les laissant « faire leur télé ». Programme qui suppose évidemment bien des ruptures.

ni monopole d'Etat, ni chaînes commerciales privées

Rupture d'abord avec le monopole d'Etat. Monopole factice en effet : les trois chaînes, dont la concurrence est testée par l'indice d'écoute et sanctionnée par l'affectation de la manne publicitaire, fonctionnent en effet comme des sociétés privées ; et la création d'une chaîne régionale n'a en rien affecté la structure interne dudit monopole qui reste hiérarchisée et centralisée.

Monopole menacé aussi et sans doute, à terme, condamné : par les nouvelles technologies (satellites de diffusion directe, techniques vidéo...) et par l'irruption corrélative des radios vertes, radios libres, radios sauvages et télé locales qui sont des empêchuses de monopoliser en rond.

Monopole nocif enfin : ORTF ancienne manière ou RTF nouvelle formule, il n'est jamais que l'attrap-nigaud par lequel le capitalisme dote son gouvernement de leviers idéologiques puissants tout en faisant « casquer » la collectivité nationale.

Encore l'abolition du monopole et la nécessaire décentralisation de l'audiovisuel ne doivent-elles pas

déborder les tonneaux de la télé privée. L'exemple italien a montré comment, en trois coups de cuillère à pub, les groupes financiers réussissaient à concentrer les chaînes commerciales locales et à asphyxier des petites unités de production militantes à bout de souffle financier. Les Giscardiens ne s'y sont pas trompés : Radio-Fil-bleu à Montpellier et leur proposition de « libéralisation des ondes » sont les prémices d'une aventure à l'italienne fâcheuse.



Ni monopole d'Etat, ni chaînes privées donc. Que faire ? Car il ne suffira pas d'insuffler dans les conseils d'administration des sociétés en place un peu d'oxygène démocratique en y faisant figurer représentants des travailleurs de l'audiovisuel et représentants des usagers (même si, dans un premier temps, ça ne nuit pas) ; ni de décorseter le monopole trop centralisé pour donner un peu d'air aux chaînes régionales et éventuellement locales.

un service public de l'audiovisuel

Que faire ? Dans une interview à *Téléciné* (n° 208, mai 1976), Michel Mousel, secrétaire national du PSU, répondait : « Un service public de l'audiovisuel, incluant l'ensemble des moyens audiovisuels — ou du moins les vidéo cassettes —, ce qui aurait l'intérêt de permettre une réelle communication entre ceux qui font et ceux qui reçoivent ». Un service public ? Encore faut-il s'entendre sur la notion. Camouflage des intérêts marchands privés dans le système actuel, il doit devenir réalité : service des intérêts des collectivités de base. Collectivités locales, instances régionales bien sûr, mais aussi et surtout associations de tous poils, sections syndicales, comités de quartier, associations de parents d'élèves, de locataires, de défense de l'environnement... doivent être les réalisateurs des émissions que programmeront demain les unités de production et de diffusion décentralisées.

Faut-il prévoir, au-dessus de ces unités décentralisées, un organisme national qui délivrerait les autorisations de produire et diffuser et répartirait les ressources collectées ? Ne risque-t-on pas ainsi de réintroduire les mécanismes de tutelle et de centralisation dont le jacobinisme français a du mal à se défaire ? Une formule de caractère régional ne serait-elle pas préférable dès lors qu'un système de péréquation corrigerait, au plan national, les inégalités financières probables ? Le débat, sur ce point, reste ouvert.

Autre souci : celui du financement. C'est-à-dire, actuellement, celui de la publicité. Le Programme commun version 72 en prévoit la suppression radicale. Depuis, ses signataires se sont dégonflés : on « moralisera » la pub, sans plus. C'est vrai, le poids actuel des ressources publicitaires, rend impossible sa suppression immédiate. Eliminer la pub n'en demeure pas moins un objectif primordial.

Alors, on augmentera la redevance ? Ou on fiscalisera la taxe, alors que chacun n'est pas doté des mêmes moyens de réception ? Le PSU, pour sa part, propose plutôt de moduler la redevance selon les revenus et de prévoir la gratuité pour certaines catégories de la population (personnes âgées, chômeurs, handicapés...).

Reste le problème des travailleurs de l'audiovisuel. Pas question de mettre sur le pavé les professionnels de l'actuel monopole. Si décentralisé qu'il soit, le service public de l'audiovisuel devra leur assurer des garanties statutaires identiques dans le cadre d'une convention collective nationale, et prévoir leur participation aussi bien à la gestion des unités qu'à la conception et à la réalisation des programmes. Ce sans discrimination entre « créateurs » patentés et « non créateurs » présumés.

L'autogestion ne saurait pourtant être la gestion, par les professionnels de la chose, de « leur » télévision. L'intervention croissante des non-professionnels est la condition du déblocage d'une télévision qui maintient soigneusement l'écran entre ceux qui produisent et ceux qui reçoivent. Confier la responsabilité directe de certaines émissions aux partis, syndicats, associations et collectivités qui le demandent est possible : ils n'en auront pas moins besoin, durablement, de la qualification des professionnels qui savent manier l'outil audiovisuel. Plus audacieuses encore, les expériences déjà menées de vidéo-cassettes ou de télévision par câbles ont montré que la barrière entre professionnels et amateurs pouvait être abolie.

Et les débats d'Aix-en-Provence ont révélé qu'à sortir du ghetto du professionnalisme, les travailleurs de la télévision, réalisateurs compris, savent qu'ils s'enrichiront eux-mêmes de tout l'apport que constitue le dialogue critique et l'échange avec un téléspectateur qui n'est plus un gobe-programmes passif, mais un partenaire actif.

Claude DESLHIAT ■

luttons en classe

rentrée scolaire : l'ardoise

Les « gros bataillons » ont fait leur rentrée ce jeudi 15 septembre. Ils sont 10 943 000 très exactement cette année à prendre le chemin de l'école. Soit 37 000 de plus que l'année dernière. Une aubaine pour les fabricants en tout genre ; mais, pour les familles, « l'ardoise » de la rentrée sera lourde : plus 9 % d'augmentation globale par rapport à la rentrée de 1976.

« Cette année, la rentrée sera classique. Nous avons voulu rompre avec l'excessive fantaisie des années précédentes », dit-il. « Il », c'est le responsable des achats d'un grand magasin parisien. Le retour en force du classique, comme il dit, ne l'a pas empêché, comme chaque année à la même époque, de réaliser le quart de son chiffre d'affaires. Ben voyons, puisqu'on vous dit que la rentrée sera classique !

« la Samaritaine habille les durs »

Placée sous le signe de la stricte observance du « chic anglais », la campagne publicitaire des grands magasins et autres grandes surfaces bannit donc le « folklo » et le « bateau » des années précédentes. On réhabilite la flanelle, l'Oxford et la finette. Ça donne ce que vous avez pu voir vous-même dans le Prisunic ou les Dames de France du coin : ce petit uniforme qui donne aux enfants cet air pincé très insulaire. Vos enfants auront à choisir, pour être parfaitement au goût du jour, la culotte courte en flanelle grise, la chemise rayée et le « vrai blazer ». Mais si votre fils est un « dur », vous pourrez vous adresser à la Samaritaine, car, cette année, « elle habille les durs ». Classique ou prétendument telle, la rentrée scolaire est synonyme, pour les grands magasins, de rentrée d'argent. Sans compter que pantalons, chemises ou chaussures ne sont pas les seuls achats auxquels on s'est livré quel-

ques jours avant la date du 15 septembre.

une aubaine pour les fabricants

Survêtement, short, cartable, trousse, copies simples et copies doubles, papier millimétré, petits et grands classeurs, stylo-plume, crayons de couleur, feutres, rapporteur, gomme, règle et autres scotch... ce sont quelques-uns des achats, pélemêle énumérés, auxquels se livrent



AGIP

ou se livreront à n'en pas douter les familles ayant des enfants « en âge scolaire ». Oui, mais voilà... Si les exigences sont les mêmes pour tous, tous n'ont pas les mêmes moyens de les satisfaire. D'autant que l'inflation dans le domaine du matériel scolaire prend des allures galopantes. Une aubaine pour les fabricants de gadgets, mais... la plaie pour les familles dont les enfants — et parfois les maîtres —, ne savent pas toujours résister aux tentations faciles offertes, il est vrai, par un environnement qui incite à consommer toujours davantage.

Toujours est-il que « le coût de la rentrée scolaire », à l'évaluation duquel vient de se livrer, comme chaque année, la Confédération syndicale des familles (CSF) (1) montre que, en dépit de la « gratuité » qui affecte la classe de sixième pour ce qui est des manuels, notre « bon enseignement » coûte cher.

En s'appuyant sur le dépouillement des fiches de frais remplies par de nombreuses familles lors de la rentrée précédente, sur les sondages réalisés auprès de ses correspondants durant la deuxième quinzaine d'août, tant en province que dans la région parisienne, enfin sur les chiffres fournis par l'INSEE, la CSF s'est livrée à une sorte de bilan pour un certain nombre de « classes-type » ; la

sixième, parce qu'elle marque le début de l'enseignement secondaire, que, par conséquent elle constitue le point de passage obligé pour chaque classe d'âge ; la quatrième, parce qu'elle constitue, dans le cursus scolaire, une nouvelle étape ; l'entrée en seconde, parce que, située en principe au-delà de la scolarité obligatoire, elle marque le début du second cycle ; enfin la première année de Collège d'enseignement technique, car elle se situe au carrefour d'une orientation qui conduit l'élève à abandonner l'enseignement général pour aller « valoriser », comme on dit au ministère, le travail manuel.

Les résultats de l'enquête ne sont pas surprenants. La rentrée en sixième coûte au total 617,55 F. En 4^e, 796,35 F. En seconde beaucoup plus encore : 858,50 F (2). Quant à l'entrée en première année d'enseignement technique elle coûtera aux familles, selon les sections auxquelles l'enfant sera rattaché, entre 707 F et 981 F.

Ces derniers chiffres constituent bien évidemment des moyennes. En 6^e, par exemple, bien que la fourniture des livres soit gratuite cette année, il convient de rajouter l'indispensable dictionnaire. Dans les classes du second cycle, la liste, plus ou moins longue, des ouvrages de poche que chaque professeur de lettres ne manquera pas, compte tenu de l'indigence ou du caractère, parfois désuet des manuels de littérature, de conseiller d'acheter.

En restera-t-on là ? C'est ne pas compter, tout au long de l'année, sur d'autres dépenses auxquelles les familles n'échappent pas. D'abord, il faudra renouveler nombre de gadgets jugés aujourd'hui indispensables. Et puis il y a les cotisations diverses : associations sportives, assurance, timbres en tous genres (jeunesse en plein air, antituberculeux...), dossier scolaire, photo de groupe, etc. On le voit, la rentrée scolaire ne fait que commencer.

Stephan LYLLAN ■

(1) « Ecole et famille », CSF, 54, bd Garibaldi, 75015 Paris. Tél. 273-00-35.
(2) Les chiffres fournis par la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), 25, bd de Sébastopol, Paris. Tél. 272-96-26) sont sensiblement les mêmes.

Manuels : cure d'amaigrissement

La gratuité des manuels scolaires de 6^e, c'est bien. Haby l'a décidée et la réforme entre aujourd'hui en vigueur. Achetés pour quatre ans par les établissements, c'est-à-dire l'Etat, et prêtés aux élèves, les manuels seront rendus en fin d'année. Mais cette prise en charge s'est accompagnée d'une réglementation sévère du contenu, du coût et de la présentation des ouvrages dont les résultats sont fort inégaux.

Les enseignants se plaignent de la « primarisation » du premier cycle secondaire : sommés d'alléger les textes, auteurs et éditeurs ont rogné sur les commentaires destinés aux maîtres, coupés dans les développements accessoires, réduits les propos à un « essentiel » parfois indigent (notamment en histoire et géographie).

L'encyclopédisme ridicule des manuels d'hier en prend un coup dont on ne peut se plaindre. Mais la pédagogie y perd aussi parfois des plumes : ainsi dans l'ouvrage de français publié par Bordas, Lire, observer, s'exprimer, les auteurs, J. Fournier, A. Lafarge et Cie, n'ont pas l'air de créditer les enfants de grandes capacités de réflexion ; pis, ils les découragent de jouer avec les Belles Lettres — « n'allez pas croire... qu'il vous suffit de jouer avec les mots pour être un grand poète... ». On ne saurait être plus rétro ! Et le manuel fourre-tout qu'édite Magnard sous le titre Langage et textes vivants. Expression personnelle, par Louis et Charlotte Arnaud se contente de faire

semblant d'épouser la pédagogie moderne alors qu'il n'est qu'une collection d'exercices laborieusement destinés à « occuper » le cours de français.

Quant aux élèves, ne regretteront-ils pas ces « illustrations gratuites » et ces commentaires digressifs qu'on a bannis de leurs nouveaux manuels ? Pas question de se dissiper l'esprit, de futiliser dans l'accessoire ou de s'attarder à ces « documents » dans... les bibliothèques familiales. Autant dire que seuls les enfants qui bénéficient d'un entourage favorisé financièrement, mais surtout culturellement, auront la possibilité de compléter leur formation en dehors des manuels gratuits.

Mais ne sombrons pas dans les nostalgies passéistes... Le « dégraissage » des manuels s'imposait et certaines réussites pédagogiques compensent les erreurs des autres. Les défaillances de la réforme sont ailleurs : car il s'agit moins de rénover la pédagogie que de reformuler le matériel sur lequel elle s'exerce. Les gosses d'ouplis, dans Queneau-Claudet-de Obaldia ; ils sombreront désormais, en ils apprendront maintenant les subtilités du « transcodage » ou de la « grammaire du cinéma ». Est-ce vraiment un progrès ?

S.L. ■

briser la chaîne

Manufrance : sortir de l'impasse

90 ans d'ancienneté, 4 000 salariés, 100 points de vente, 960 pages de catalogue, 33 000 articles proposés : *Manufrance marche avec son temps*. C'était, il y a un an, le bilan glorieux de la pédegérie de Manufrance — leader sur le marché du fusil de chasse, mais faiblarde sur celui des cycles et des machines à coudre (3 et 5 % du marché).

500 licenciements, mariage forcé avec un pourvoyeur extérieur de capitaux frais, recours obligatoire aux organismes de crédit et aux pouvoirs publics : *Manufrance n'a pas le choix*. C'est aujourd'hui le plan que proposent les curateurs du tribunal de commerce de Lyon pour « sauver » l'entreprise stéphanoise. Derrière ce plan : la volonté probable d'étouffer Manufrance, d'expulser la municipalité PC-PSU qui en est l'actionnaire principal, quoique minoritaire, et de faire payer aux travailleurs les erreurs de gestion de la direction.

Rien d'étonnant donc si les syndicats de l'entreprise ont répondu « non » au plan des curateurs. En exigeant le maintien de l'emploi (sauf, éventuellement celui des dirigeants !). En refusant tout partenaire extérieur si ce partenaire doit être un concurrent (*La Redoute, Les Trois Suisses...*) ou un étranger (par exemple la société allemande *Quelle*) comme peuvent le laisser croire les informations sybillines fournies sur la question. En proposant enfin de relancer Manufrance en augmentant les ventes de 10 %, en investissant, dans l'entreprise, les sommes prévues pour indemniser les licenciés, en restructurant le secteur commercial et en lançant de nouvelles fabrications.

Rien d'étonnant non plus si la municipalité fraîchement promue (elle a succédé à la municipalité Durafour en mars dernier) refuse toute réduction, sous une forme ou sous une autre, de sa participation au capital de Manufrance, exige le maintien de l'emploi et juge nécessaire la recherche d'une solution industrielle qui devrait se fonder

sur la renommée de l'entreprise et la qualification du personnel.

Encore que certains annoncent des contre-propositions, ni les syndicats, ni la municipalité de Saint-Etienne ne semblent pourtant prêts à présenter un véritable contre-plan au plan des curateurs. « *Manufrance a de bons employés et un label connu, qu'on nous donne une bonne direction* », c'est — en caricaturant c'est vrai — un peu leur position.

Position cohérente certes : ils n'ont dans la déroute de la Manu aucune responsabilité. Et leur vocation n'est évidemment pas de se substituer aux capitalistes défailants.

solutions locales et contestation globale

Position difficile à tenir cependant, notamment pour la municipalité dont la situation exceptionnelle dans l'entreprise justifierait, sans doute, une attitude moins en retrait. A quoi bon une participation publique dans une entre-

prise (ou même, à la limite, une nationalisation), si c'est pour se contenter de revendiquer *seulement* le maintien de l'emploi en jouant de toutes les ficelles du capitalisme — renommée de la maison, qualification du personnel, possibilités du marché ?

A quoi bon revendiquer — comme le fait le PSU — le droit des collectivités locales à intervenir dans les problèmes d'emploi locaux et à participer au capital des entreprises locales si c'est simplement pour affirmer la possibilité de sauvegarder l'emploi dans le cadre du système capitaliste dont le jeu, on le sait, est créateur de sous-emploi ?

quelle mobilisation ?

Intervenir dans les difficultés de Manufrance — ou de n'importe quelle entreprise capitaliste en faillite — ne suppose-t-il pas qu'on tienne compte de la crise globale du système pour lier les solutions locales à l'ébauche d'une remise en cause des modes de production, des formes d'organisation du travail et des types de production ? Ce qui implique une mobilisation populaire sur laquelle les syndicats et au moins deux des partenaires municipaux, PCF

et PS, semblent, dans l'affaire Manufrance, réticents.

Il est vrai qu'ils n'ont pas dit leur dernier mot. Des contre-propositions doivent être présentées sous peu en réponse au plan des curateurs. Approfondiront-elles la réflexion déjà ébauchée sur la transformation des besoins de la clientèle rurale qui est, traditionnellement, celle de Manufrance, et sur les réorientations possibles des productions de l'entreprise (moins de canons et de munitions, plus de cycles, de matériel de bricolage et de loisir) pour répondre à des besoins sociaux populaires aujourd'hui trop négligés ou pervertis par le souci unique des entreprises de « faire du fric » ?

Produire autre chose, travailler différemment, pour une clientèle qui aspire à vivre autrement : c'est sans doute possible à Manufrance si travailleurs de l'entreprise et conseillers municipaux « de gauche » se mobilisent, non pas seulement contre les propositions liquidatrices qu'on leur présente, mais pour une solution qui rompe avec les « solutions industrielles » classiques qui reste à trouver. Le PSU pour sa part est prêt à contribuer à la réflexion collective qu'elle suppose.

C.D. ■

Montefibre : le gâchis multinational



AG/P

A Saint-Nabord, dans les Vosges, le conflit qui se déroule dans l'usine Montefibre (cf TS, n° 751) est exemplaire à plusieurs titres. Les travailleurs se battent contre une multinationale italienne, la Montedison, qui n'hésite pas à saboter une usine ultramoderne pour opérer une redistribution de sa production vers d'autres zones et à mettre ainsi 1 039 salariés à la porte. L'Europe des patrons n'a que faire d'une région où tous les espoirs de développement ont été axés dans la fabrication de fibre synthétique.

Les salariés de Saint-Nabord, en refusant cette décision, font éclater la démagogie des propos des députés et ministres de droite (Poncelet, de Guiringaud) sur l'indépendance nationale et leur impuissance à contrôler, à s'opposer aux mécanismes d'une multinationale. Malgré des négocia-

tions très dures, les dirigeants de la Montedison, venus d'Italie le 6 septembre dernier, ont maintenu leur dernière proposition : 600 licenciements immédiats et maintien de 400 travailleurs en activité à raison de 20 h de travail par semaine.

Cette mise à mort progressive (au

La fédération de la Loire du PSU qui a suivi attentivement l'évolution de la crise de Manufrance au cours des semaines écoulées, constate sans surprise excessive que les « larges consultations » auxquelles devaient se livrer les curateurs auprès des diverses parties intéressées, se traduisent en fait par un rapport unilatéral orienté dans le sens des intérêts des milieux d'affaires.

La porte est ouverte aux spéculations de grands groupes financiers tandis que l'on néglige les suggestions des organisations syndicales pour une relance de l'entreprise qui préserve l'emploi.

Et c'est avec la caution feutrée du pouvoir et des hommes politiques de la majorité dans ce département que sont envisagés froidement 500 licenciements, chiffre qu'il faut multiplier par dix si l'on compte tous les emplois qui en amont ou en aval dépendent de l'existence de Manufrance : on peut rapprocher cette réalité des multiples déclarations du gouvernement Barre sur la lutte contre le chômage.

Tous les travailleurs stéphanois sont évidemment concernés par le problème. Les militants du PSU œuvreront pour leur part au renforcement de la solidarité envers les camarades de Manufrance contre les licenciements et pour la sauvegarde de leur outil de travail.

Fédération du PSU de la Loire ■

lieu de la cessation brutale d'activité annoncée en juillet) est repoussée par les syndicats. Ceux-ci organisent donc la protection de l'outil de travail, car la direction s'obstine à ne pas maintenir les feux nécessaires au fonctionnement des tours de polymérisation. L'arrêt de ces dernières entraîneraient, au niveau technique, la destruction irrémédiable de l'usine. Contrairement à d'autres conflits, il ne s'agit pas d'arrêter la production, mais de la continuer, pour créer le rapport de force avec le patronat.

Cette exigence pourrait rendre difficile une popularisation du conflit. Pourtant celle-ci se développe. La fédération du PSU des Vosges y a pris une part importante, malgré la volonté du PCF d'intégrer le soutien à sa campagne : *Fabriquons français*. Une délégation du PSU a pu dialoguer avec les militants syndicaux CGT et CFDT, malgré les réticences de responsables communistes dans l'entreprise.

De plus la fédération a organisé le 9 septembre, un meeting de soutien à Remiremont, avec Charles Piaget. Il a rassemblé cent personnes. Venant après le succès de la journée portes ouvertes du 5 septembre (3 500 personnes présentes), il a permis de bien situer les enjeux du conflit, le rôle des multinationales, du pouvoir français et de l'Europe au service des trusts. Dans un département de 300 000 habitants, où l'industrie textile joue un rôle dominant, les conflits et les fermetures se succèdent : Amos, Ecrepont, Decouvelaere, Cowroy, Werner, FNR, Jersey mode, Boussac, etc., autant d'entreprises où les emplois sont supprimés ou menacés.

éviter le pourrissement

Les « Montefibre » ne sont donc pas seuls dans un département où l'on recense 5 000 chômeurs et 15 000 emplois menacés. Vivre et travailler au pays est le mot d'ordre adapté. Charles Piaget l'a expliqué lors du meeting du PSU. Pour cela il faut, affirmait-il, « combattre quotidiennement les mensonges gouvernementaux sur les chômeurs ». Il a également pronostiqué une série de manœuvres patronales et gouvernementales à propos de Montefibre : « après avoir raté leur coup en juillet, ils vont maintenant miser sur le pourrissement, répandre de fausses rumeurs, des promesses d'achat bidon, pour soumettre les ouvriers au régime de la douche écossaise et les décourager ».

Pour ne pas en arriver là, le PSU propose la création d'un comité de soutien, regroupant les partis et organisations de gauche, fonctionnant sous le contrôle de l'intersyndicale. La proposition du PCF de rachat par CDF-Chimie est jugée intéressante pour maintenir l'emploi et permettre ensuite en 1978, en cas de victoire de la gauche, une nationalisation sous contrôle ouvrier. La direction des Charbonnages de France a fait savoir qu'il n'en est pas question. Mais la bataille pour cette solution se poursuit.

La lutte des Montefibre met en évidence la nécessité de créer, comme le réclament la CFDT et le PSU, un Office national du textile, chargé de contrôler et de lutter contre les manœuvres des patrons, les fuites d'investissements au nom de la division internationale du profit. Un éventuel comité de soutien ne manquerait donc pas d'objectifs politiques.

De notre correspondant
à Saint-Nabord ■

rentrée sociale : calme relatif

La « rentrée sociale » s'effectue dans un calme relatif. Les discours de rentrée des dirigeants de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN, ont plus la « une » sur leur appréciation d'un avenir de gauche, que sur la riposte immédiate au plan Barre ter qui d'ailleurs ne change rien à la politique d'austérité poursuivie jusqu'à présent. Est-ce à dire que les organisations syndicales déposent les armes jusqu'aux échéances de mars 1987 ?

Ce n'est pas en tout cas l'objectif de la CFDT et de la CGT qui, après s'être rencontrées fin août, entendent maintenir la mobilisation pour les salaires, l'emploi, la retraite à soixante ans et la défense de la Sécurité sociale. Premier test : le secteur public et nationalisé où les négociations butent sur l'intransigeance gouvernementale. Les salaires continuent à prendre du retard sur la hausse des prix (toujours aussi forte malgré les rodomontades de R. Barre sur une éventuelle stabilisation vers la fin de l'année). Dans la fonction publique, à la SNCF, à l'EDF, à la RATP, aux Charbonnages, le mécontentement demeure de la manifestation du 7 octobre de l'année dernière.

des espoirs mesurés...

La combativité se fige dans les campagnes revendicatives de chaque organisation et dans des lieux plus ou moins isolés où les travailleurs doivent se battre contre les licenciements. La liste s'allonge. Le chômage va bon train, demeure un drame collectif et individuel en dépit des calomnies officielles proférées par le ministre du Travail, Beullac, contre de soi-disant « chômeurs de luxe ».



Photo AFP

Dans ce contexte, la venue d'un gouvernement de gauche, apparaît comme porteuse de beaucoup d'espoirs. Edmond Maire et Georges Séguy ont néanmoins tenu à montrer que ces espoirs ne sont pas taillables et malléables, à la merci d'une éventuelle « gestion de la crise ». Chacun dans son langage. Parlant clair et désignant les cibles : le risque d'étatisation, des mesures bureaucratiques et technocratiques, le manque de volonté politique de s'attaquer aux inégalités, Edmond Maire a tancé et mis en garde les futurs gouvernants : PCF et PS. Par on ne sait quel détournement de texte, le PCF n'y a vu que des critiques de la position du PS. Edmond Maire a donc dû remettre ça dans une conférence de presse pour que *l'Humanité* fasse état des critiques adressées aux positions du PCF. Le discours de Strasbourg du secrétaire général a donné le sens de l'attitude de la CFDT. L'intransigeance sur ses objectifs fondamentaux, y compris ceux qui dérangeront la gauche : le non au tout nucléaire et la mise en place d'une politique de réduction des inégalités et d'extension du pouvoir des travailleurs, affirmée en juin dernier demeure. « Il ne suffit pas que les forces de gauche emploient le terme d'autogestion pour que la CFDT soit satisfaite » a déclaré E. Maire. Sans débordements, ni abandon, la CFDT résistera donc à l'euphorie d'un succès de la gauche aux élections.

Cette euphorie n'est pas de mise non plus à la CGT, pour laquelle Georges Séguy rappelait, le 8 septembre dernier : « Nous n'avons pas soutenu le Programme commun depuis cinq ans, de toute notre énergie et de toute notre autorité, pour consentir demain à la gauche des sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite. Pas question pour nous, même avec la gauche au pouvoir, de participer à la gestion de la crise et des affaires du capitalisme. » Critique implicite d'une politique non désignée : celle du PS ; cette phrase confirme l'appui que la CGT apporte au PCF dans ses positions actuelles sur la réactualisation du Programme commun, mais en toute sérénité et indépendance. Cette sérénité s'accompagne de froncements de sourcils et d'un ton plus polémique vis-à-vis des écologistes et des antinucléaires.

Pour la CGT, l'amélioration des conditions d'existence suppose une plus grande consommation d'énergie, donc le recours au nucléaire dans la sécurité. La CGT a résumé tout cela dans une plaquette dont la lecture a été conseillée par G. Séguy à E. Maire. Ce dernier, qui n'a pas dû manquer de le faire, lui avait déjà répondu par avance à Strasbourg : « La CFDT a montré que l'on pouvait assurer l'avenir à moyen terme par les économies d'énergie, par la pleine utilisation des ressources nationales et d'abord du charbon, par la priorité accordée aux investissements



Photo AFP

dans les énergies nouvelles notamment géothermiques et solaires. »

aucun virtuose...

Ces petites piques entre CGT et CFDT ne les empêchent pas de questionner ensemble la gauche sur leurs objectifs fondamentaux. La CGT en définit dix : le SMIC à 2 200 F, la remise en ordre des salaires et le resserrement de l'éventail ; la majoration des allocations familiales de 30 %, puis de 50 % ; une fiscalité s'attaquant aux plus hauts revenus ; l'imposition du capital ; le retour aux quarante heures en attendant les 35, sans perte de rémunérations ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; l'application des nationalisations prévues par le Programme commun et de celles du pétrole, de la sidérurgie et de l'automobile.

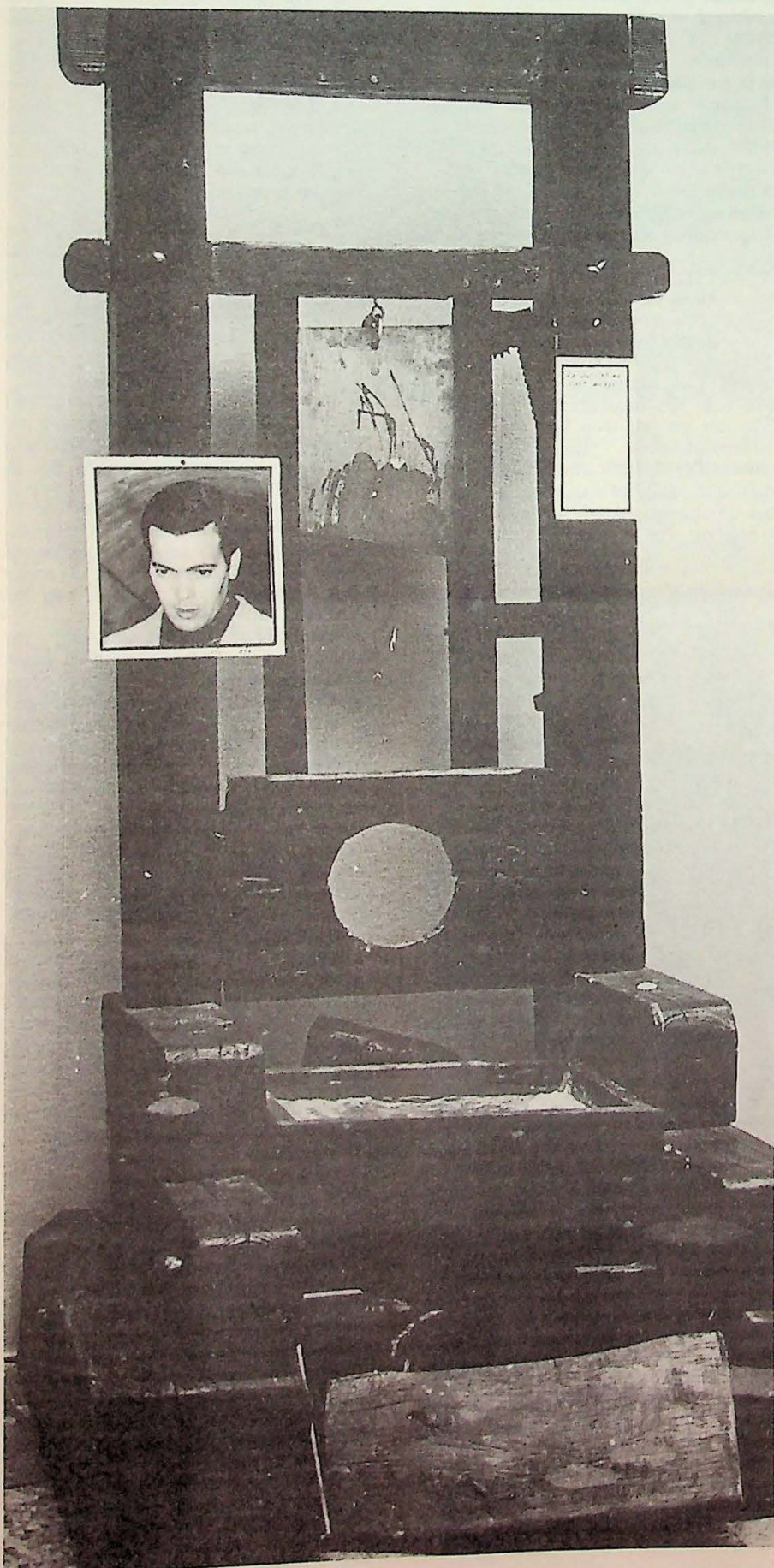
La CFDT partage dans l'ensemble le désir de la CGT de voir se réaliser ces dix mesures. Mais, elle ne le partage pas de la même manière. La logique de la transition au socialisme n'est pas la même d'un côté et de l'autre. Pourtant CGT et CFDT se rencontreront pour en débattre prochainement. E. Maire a exclu l'idée que ces discussions puissent aboutir à un « Programme commun syndical ». L'unité d'action demeure la base maximale des relations entre les deux centrales. Chacune fait cavalier seul pour ses orientations fondamentales.

Dans ce paysage de remarques aigres-douces des uns sur les autres, le souci d'indépendance est toujours affirmé. Bergeron, pour FO, s'est joint au concert en trompant, en résulant même, « la vocation du syndicalisme à l'indépendance ».

Tous concernés par la politique, les responsables syndicaux ont pris date : en mars 78, la gauche aura devant elle un concert syndical. Quelques mesures viennent d'être interprétées, qui ne sont pas si cacophoniques qu'on pourrait le prétendre. Personne à la CGT, à la CFDT, à FO, à la FEN, ne se sent un virtuose. Seules ont éclaté les vibrations des violons antihérarchiques, antinucléaires, anticentralisateurs, bref, autogestionnaires.

Yves SPARFEL ■

au nom de la loi du Talion



Le couperet de la guillotine est tombé pour la troisième fois depuis 1974. Un homme a été coupé en deux. Il était 4 h 40 à la prison des Baumettes de Marseille, samedi dernier quand la tête d'Hamina Djandoubi a roulé dans la corbeille du bourreau.

La cour d'assises des Bouches-du-Rhône l'avait déclaré coupable de l'assassinat, commis avec tortures, d'une jeune femme, ainsi que du viol d'une adolescente de quinze ans et de violences commises sur les personnes de trois mineures. Dans la nuit du 3 au 4 juillet 1974, Djandoubi avait torturé pendant plus de trois heures Elizabeth Bousquet, âgé de vingt et un ans, avant de la transporter mourante dans un cabanon et de l'achever en l'étranglant à l'aide d'un foulard en présence des deux mineures, Annie et Maria, avec lesquelles il vivait.

Aux actes monstrueux d'un proxénète qui mérite tout sauf la compassion, la justice a apporté une réponse aussi proportionnée à la violence du personnage que conforme à la nature des choses. Ledit personnage était infirme. La chenille d'un engin de travaux publics lui avait écrasé la jambe un jour de 1971.

Samedi dernier donc, Djandoubi est prévenu avant l'aube que son recours en grâce a été rejeté par le président de la République. Maître Pollack a raconté la suite : « cet homme, infirme, fut digne. N'employons pas le mot courageux. Il ne convient pas à la violence du moment, Un moment épouvantable [...] Les gardes lui ont fixé sa jambe artificielle et il est allé à la mort dans ces conditions-là. Il a demandé une cigarette. Hamina Djandoubi, après l'avoir fumée a demandé :

— J'aimerais bien quelques bouffées d'une Gitane.

Réponse d'un important fonctionnaire de police :

— Oh non, non, nous avons été conciliants jusqu'à présent. Il fallait y penser *avant*. (sic !)[...]

Cette scène a duré quarante minutes. Un temps intolérable, ce silence et ces quelques trente personnes debout autour de quelqu'un assis sur un tabouret bas et qui tire sur une cigarette...

L'exécution de Djandoubi intervient après la publication du rapport relatif à la violence de M. Peyrefitte, dont la 103^e recommandation porte sur la suppression de la peine capitale.

Ainsi, la guillotine continue de fonctionner dans un pays dont le président de la République et le gouvernement reconnaissent que cette peine est tout à la fois inutile et barbare. Valéry Giscard d'Estaing a fait exécuter autant d'hommes en trois ans de mandat que son prédécesseur en cinq ans, malgré son « aversion profonde » pour la peine de mort.

La morale de cette histoire est triviale : le pays va connaître, dans quelques mois, des élections générales décisives. Et les âmes simples sont attachées dans leur écrasante majorité à l'application de la loi du Talion. Les sentiments ne pèsent dès lors plus grand chose. Cette concession à l'opinion n'en est que plus écoeurante.

Après Christian Rannucci et Jérôme Carrein, Hamina Djandoubi est mort. Trois exécutions de trop dans une démocratie avancée, mais au nom du peuple français.

Michel ETIENNE ■

■ Jean Toulat, *La peine de mort en question*, Paris, éd. Pygmalion, 1977, 250 p., 39,50 F.

La guillotine a fonctionné samedi. Sert-elle encore à quelque chose sinon à rappeler que l'antique loi du Talion est toujours appliquée en France ?

Jean Toulat est prêt. Il exerce son ministère par la plume. Le dernier ouvrage qu'il publie est une interrogation à la fois objective et pertinente sur la peine de mort. On y trouve les arguments des abolitionnistes et les angoisses justicières des autres, les positions des principales forces politiques et morales du pays. Des interviews aussi dont celle de Massu qui se « déclare en temps normal, par conviction profonde, hostile à la peine de mort », mais n'en prévoit pas moins, à titre exceptionnel, un procédé d'exécution « le plus discret possible et le plus rapide. Par les moyens électriques par exemple. »

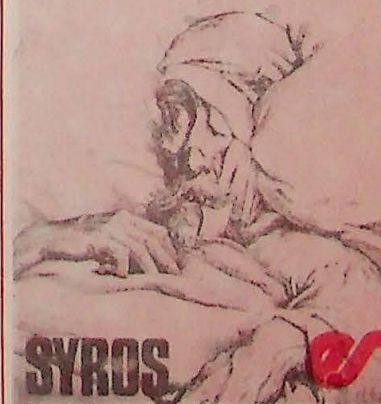
Comme autrefois en Algérie, probablement !

Un livre simple et humain qui au-delà de la sanction suprême met en évidence les causes profondes de la criminalité.

M.E. ■

à paraître
aux éditions
Syros

**L'HOPITAL, USINE
A SANTE / A. BABEL
F. DARMAU**



SYROS

et pourtant elle tourne...

BBU : subvention douce contre énergie violente

Lors de la rencontre, à Bergusch-Gladbach (Allemagne fédérale), des principaux partis et mouvements écologiques hostiles au nucléaire en Europe, l'envoyé spécial de TS a rencontré le responsable des relations internationales de l'Union des Bürgerinitiativen — le BBU, union de comités de citoyens. Il s'explique sur la naissance et les perspectives de ce mouvement.

T.S. : Peux-tu nous dire comment s'est développé ce mouvement ?

Jo : Le BBU est né de la fusion de deux comités importants en un seul, le comité Rhin-Rhur. D'autres comités ont commencé à se développer, il y a quatre ans environ, d'abord parmi les populations localement confrontées aux problèmes du nucléaire. La bataille contre le réacteur de Whyll, il y a trois ans, fut la première grande manifestation contre le nucléaire en Allemagne; le BBU y participa activement. Le mouvement s'est étendu. Aujourd'hui la jeunesse, rurale, catholique, syndicale, socialiste s'y est impliquée massivement.

Le BBU compte 30 000 membres et 250 comités («*initiativen*»). Mais le plus important, c'est sa capacité de mobilisation : 200 à 300 personnes.

T.S. : Comment ce mouvement est-il organisé ?

Jo : Il ne faut jamais perdre de vue la structure fédérale de l'Allemagne, qui donne aux comités leur aspect fédéré. Par ailleurs les BBU sont très décentralisés. Nous n'avons pas de permanents; nous n'en souhaitons pas d'ailleurs. Tout repose sur l'engagement dans l'action sur place; les «*initiativen*» de base ont une autonomie totale. Nous avons quatre principes de fonctionnement :

● **d'abord l'autonomie vis-à-vis des partis politiques :** nous pensons que le mouvement de masse a besoin de cette autonomie. A Whyll, nous nous battions avec des gens qui votaient et votent toujours CDU dans une proportion de 70 %. C'est lentement que les choses évoluent. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de relation entre la politique et notre action.

● **deuxième principe :** l'ouverture du groupement à tout le monde. Cela va dans le même sens que le premier point; pas de discrimination politique, il suffit de vouloir se battre dans le mouvement contre le nucléaire.

● **le troisième principe c'est la règle d'action non-violente de masse.** Pour nous c'est un problème de crédibilité dans une Allemagne où toute contestation est «*criminalisée*».

● **enfin notre principe de fonctionnement :** l'acceptation des décisions majoritaires dans chaque comité.

T.S. : Tu parles d'autonomie vis-à-vis des partis politiques; mais quelle est l'attitude des partis face au BBU ?

Jo : La CDU (Christlich Demokratische Union) est très gênée, car elle est très favorable au nucléaire. Elle est en fait très liée aux firmes multinationales. Lorsqu'elle est gênée, elle devient très «*dure*», allant même jusqu'à créer des contre-comités de citoyens. La SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands) est également favorable au nucléaire,

mais sa base, surtout quand elle se trouve à proximité des sites, y est très opposée. Ce qui explique qu'il y ait une amorce de débat et une modification du rapport des forces dans le SPD. D'ailleurs ce dernier sait bien comment Palme a perdu les élections en Suède.

T.S. : Comment peut-on mesurer l'action des BBU, faire en quelque sorte un bilan de leur activité ?

Jo : Nous allons peut-être obtenir «*le moratoire*» à la rentrée. Nous continuons notre pression, mais cela est formidable car l'Allemagne s'était lancée dans le tout nucléaire avec ses moyens énormes, économique, politique, policier. Avoir introduit le débat au niveau national, dans les media, est déjà une victoire. Avoir mobilisé une population résignée en est une encore bien plus grande.

T.S. : Justement, ce type de mobilisation nous étonne. Vue de la France, la situation politique allemande a l'air bloquée et sans perspectives. Or vous introduisez dans cette société les germes d'une contestation massive.

Jo : C'est vrai. L'Allemagne a toujours été une société autoritaire. Il n'y a jamais eu de véritable démocratie politique. Même à la fin de la deuxième guerre mondiale il n'y a jamais eu de débat national sur le type de développement souhaité, ou souhaitable. Les seuls mouvements organisés de contestation sont restés très «*marginés*»; c'est le cas du mouvement étudiant.

Aujourd'hui le mouvement de masse qui se développe à la base constitue une sorte d'apprentissage de la démocratie; les gens se réapproprient des connaissances qu'on leur cachait, ils apprennent le droit à la discussion, au débat. Si l'on gagne ce combat, la société allemande ne sera pas la même.

T.S. : Apprentissage de la démocratie, mais aussi remise en question du modèle économique, du type de développement ?

Jo : Oui. La discussion dans les BBU a démarré sur le nucléaire. Les argumentations étaient au départ techniques et portaient strictement sur la «*sécurité écologique*». Puis le débat s'est peu à peu politisé. Des événements ont d'ailleurs servi cette politisation, notamment Brokdorf. Les Allemands se sont dit: «*qu'est-ce que c'est cette société qui tolère la violence sur les civils?*». Ils ont mesuré le niveau de l'enjeu.

Le mouvement se rend bien compte qu'il y a connexion entre le problème nucléaire et les problèmes politiques y compris ceux de la répression. Certains, encore très minoritaires, parlent de l'autogestion comme système alternatif. Cela se fait doucement.

La pression sur le système «*tolérant-répressif*» allemand doit continuer. De même que la recherche de la participation encore plus massive de la population. La prochaine étape sera la manifestation de Kalkar qui aura lieu le 24 septembre prochain.

Propos recueillis par
Jean-Jacques CLERY



Photo AFP

Guyane : le colonialisme à la mode rétro



Avec les « grandes » et « graves » législatives de mars prochain, voici venir le temps des « safaris » électoraux dans les départements et territoires d'outre-mer, oubliés de la décolonisation, confettis de l'empire. La droite, qui à là-bas les moyens de se faire respecter, n'oubliera pas cette « réserve » d'une quinzaine de députés qui peuvent faire la décision, en cas de scrutin serré, comme cela avait été le cas lors des législatives de 1967 (le député de Wallis et Futuna — 8 000 habitants ! — avait alors fait pencher la majorité du côté gaulliste). On va donc battre le rappel des morts, vérifier l'état des urnes à double-fond, réquisitionner d'avance les « Boeing » pour le transport des renforts de gardes mobiles.

TS, qui a déjà évoqué le « réveil kanack » en Nouvelle-Calédonie (4 juillet 1977), poursuit son tour du monde des dernières colonies françaises : la Guyane est un nouveau champ d'expérimentation pour les technocrates nostalgiques de la rue Oudinot (l'ancien ministère des colonies, devenu secrétariat d'Etat aux DOM-TOM) qui tentent d'y réussir — avec l'émigration massive et la mise en valeur de la forêt — ce que ni le bagne, ni la Légion, ni l'espace n'avaient pu faire : donner à la Guyane le sentiment qu'elle est « vraiment française »...

naît que les études doivent être poursuivies. Il laisse entendre qu'aucun des grands projets forestiers n'a encore vu le jour.

voir Cayenne et pourrir...

Sur place, le climat est franchement mauvais. Trop de « Stirniens » — comme on les appelle déjà à Cayenne — ont débarqué pour faire des affaires, construire des bars, faire valoir leurs grades de titulaires dans la fonction publique (alors qu'une grande partie des Guyanais n'y sont employés qu'à titre d'auxiliaires) : eux aussi attendent les immigrants du « plan vert », qui tardent à venir. Dans cette petite communauté « z'oreille », on pratique un humour d'une vulgarité bien métropolitaine, en arborant partout des tee-shirts méprisants : « *Le redémarrage de la Guyane* » (sur fond de cocotier, hamac, et punch), ou « *Voir Cayenne et pourrir* »...

Du côté des syndicats, c'est l'amertume : on s'indigne que M. Stirn songe à importer des milliers de colons français ou indochinois dans un pays où il y a déjà 12 000 chômeurs (sur 30 000 actifs), et où — entre 1970 et 1977 — un huitième de la population a été obligé de s'exiler en France, faute de travail sur place. On relève aussi que le « plan vert » va favoriser les « gros » et les « étrangers », abandonnant à son triste sort un petit paysannat poussif (3 000 hectares cultivés seulement — sur 9 000 km² — et 1 500 têtes de bétail).

Et puis les incidents se multiplient contre les « nationalistes » ou ceux qui soutiennent la cause de l'indépendance du pays : dès qu'un enseignant entreprend de parler des plantes tropicales ou de l'histoire de l'esclavage, il est accusé de « faire de la politique ». Les cas de licenciement de fonctionnaires pendant leur congé ne sont pas rares. Un Dahoméen marié à une Guyanaise a été menacé d'expul-

sion car certains de ses élèves ont créé un « Club Angela Davis », et que lui-même a été accusé — à la suite d'une sortie en forêt avec les jeunes — d'avoir « entraîné des commandos à la guérilla urbaine ». Plus récemment, Salima Adjali, une citoyenne algérienne qui vit avec un syndicaliste de Saint-Laurent, a été expulsée de Guyane (cf. encadré).

Bien que très minoritaires et extrêmement divisés, les militants indépendantistes ont trouvé un certain écho avec leurs mots d'ordre contre « l'invasion étrangère » en Guyane, surtout depuis que le ministre Olivier Stirn a confirmé, en juin dernier, qu'un premier contingent de quatre-vingt familles indochinoises (4 à 500 personnes) allaient s'installer incessamment dans le département. L'évêque de Guyane, Mgr Morvan, après avoir offert à ces réfugiés des terres appartenant à l'église catholique, a fait marche arrière. La majorité des membres de l'association des maires de Guyane ont pris position contre cette forme d'émigration. Et une manifestation hostile a accueilli le 25 août les premiers réfugiés Méos.

fusil au poing

Mais le recul gouvernemental a d'autres causes : déjà, en décembre 1975, les onze chefs d'Etat du Commonwealth des Caraïbes (les COM) avaient condamné formellement le projet français de mise en valeur, obligeant les autorités françaises à

C'était en août 1975 : Olivier Stirn, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, présentait son « plan vert » pour la Guyane. Avec enflure — « *L'heure est venue de la rédemption... La dernière chance de salut... La revanche éclatante sur l'histoire...* » — il battait le rappel des pionniers, des bâtisseurs, des défricheurs. En même temps, il avouait le véritable motif de cette colonisation à rebours : « *Notre déficit de pâte à papier est de 3 milliards actuellement. Après 1980, il sera de dix milliards. Si l'on ne fait rien...* ». Il s'agissait donc d'une entreprise typiquement coloniale : pour obliger enfin la Guyane à « rendre », pour la contraindre à produire des richesses qu'elle ne peut exploiter elle-même, il faut des colons, des entreprises, des équipements. « L'élite » guyanaise — fonctionnaires, commerçants, militaires — s'est alors prise à rêver, une dernière fois, renouant avec les grands mirages qui ont jalonné l'histoire de ce bout français de l'Amérique latine, entre le Surinam et le Brésil : après la ruée vers l'or, puis vers le bagne, après les fusées de Kourou et les légionnaires de la forêt vierge, voilà que se profilait le temps de « l'or vert » et des grands investissements...

Deux ans après, le ton a changé. Le ministre ne sait plus que faire des trente mille candidatures « pour l'aventure » qui lui sont parvenues. Il parle de « *prohiber des ruées désastreuses* ». Il admet qu'il « *ne faut pas jouer avec l'espoir* ». Vingt installations d'exploitants agricoles sont prévues pour 1977 seulement, ainsi que trois fermes expérimentales. Il recon-

Gierek à Giscard :

« dites à Carter de mettre un bémol sur les droits de l'homme... »

La visite en France du premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais n'a pas manqué de susciter les habituels et hypocrites éloges de la presse bien pensante. On souligne la simplicité de cet ancien mineur, vétéran du mouvement communiste. On se plait à suggérer qu'il a l'oreille de Léonid Brejnev. On célèbre l'amitié franco-polonaise et le développement des échanges commerciaux entre les deux pays.

L'espace d'un voyage officiel, le communisme, généralement présenté comme diabolique, prend les traits rassurants d'un partenaire pondéré et sérieux. Il n'y a certes pas lieu de s'en indigner. Après tout, mieux vaut que de bonnes relations avec les pays de l'Est soient considérées comme naturelles, même si les motifs de ces bonnes dispositions ne sont pas désintéressés.

Edward Gierek a parfaitement compris le parti qu'il pouvait tirer de l'insatiable appétit du capitalisme occidental. Après son arrivée au pouvoir, sur un fond de révoltes ouvrières, il axe le plan quinquennal 1971-1975 sur la modernisation de l'appareil productif, la croissance des biens de consommation et l'élévation du niveau de vie. C'est en grande partie grâce à l'achat de machines, d'usines et de technologie occidentales que ce programme a pu être réalisé. Un tiers environ des équipements industriels date de moins de cinq ans, et les importations — constituées pour les 2/5 de biens d'équipement — ont triplé depuis 1970.

croissance au ralenti

Marché particulièrement juteux, donc, notamment pour l'Allemagne fédérale — principal fournisseur de la Pologne en Europe occidentale — mais aussi pour la France, et qui vaut bien une messe à l'amitié entre les peuples. Mais il est peu probable que les achats de la Pologne aux pays occidentaux continuent de progresser au rythme de ces dernières années. L'endettement auprès de ces pays est déjà très important — quelque sept milliards de dollars — et l'inflation qui

règne dans les pays capitalistes n'est pas sans poser de redoutables problèmes.

Après une période d'expansion rapide et tumultueuse, l'économie polonaise entre dans une phase nouvelle de croissance plus modérée, fondée sur l'augmentation de la productivité et la recherche d'un meilleur équilibre du commerce extérieur.

Edward Gierek n'est donc pas venu proposer à Giscard — et demain à Schmidt — de nouveaux et fructueux marchés. Il lui a plus vraisemblablement suggéré d'acheter davantage de produits polonais. Et de faire pression sur Carter pour qu'il mette une sourdine à sa campagne sur les droits de l'homme, à la veille de la conférence de Belgrade.

N'a-t-il pas lui-même fait preuve de bonne volonté en amnistiant, le 22 juillet dernier, les militants du KOR (Comité de défense des ouvriers) et les cinq ouvriers encore emprisonnés à la suite des événements de juin 1976. Ce dénouement — provisoire — de la crise qui secoue la Pologne, depuis les émeutes ouvrières de l'année dernière, était loin d'être joué d'avance. Lorsqu'en mai dernier l'assassinat d'un jeune étudiant contestataire par la milice provoquait des manifestations d'étudiants et d'intellectuels, l'hypothèse d'un durcissement autoritaire du régime, voire de l'élimination de Gierek par l'aile « dure » du parti, ne paraissait nullement invraisemblable. L'arrestation des principaux dirigeants du KOR — Comité d'intellectuels constitué quelques mois plus tôt pour réclamer la fin de la répression anti-ouvrière — allait dans ce sens.

En faisant libérer, à l'occasion de la fête nationale, et les intellectuels contestataires et les ouvriers encore

emprisonnés, Edward Gierek a démontré qu'il maîtrisait encore l'appareil du parti et qu'il conservait l'appui de Moscou. Mais il a contribué aussi à créer une situation inédite et redoutable pour lui.

réveil ouvrier

Le KOR poursuit aujourd'hui au grand jour ses activités en faveur de la démocratisation du régime. Son prestige dans la population, ses liens renforcés avec la classe ouvrière, l'appui discret de l'Eglise, lui donnent en pratique le statut d'opposition sinon légale, du moins tolérée.

L'extraordinaire bouillonnement qui a saisi la société polonaise va donc se poursuivre sur de nouvelles bases. La lutte contre l'emprise de l'Etat et de la bureaucratie sur la société est aujourd'hui au centre des thèmes développés par le KOR. Mais la classe ouvrière a ses revendications propres qui ne manqueront pas de ressurgir lorsque l'occasion lui en sera offerte : droit de grève, création de syndicats authentiques.

Ce renouveau du mouvement ouvrier n'est pas sans rapport avec l'expansion économique de ces dernières années. Contrairement à ce que pensaient Gierek et les technocrates du parti, l'augmentation de la consommation n'a pas suffi à anesthésier les travailleurs. Bien au contraire, de nouvelles contradictions ont surgi que la bureaucratie d'Etat et les méthodes administratives s'avèrent incapables de maîtriser.

En particulier le contraste s'est accentué entre le dynamisme de l'industrie et l'archaïsme de l'agriculture dont les structures — dominées par la micro-propriété familiale — sont un obstacle à toute modernisation. Les tentatives de collectivisation se sont régulièrement soldées par des désastres (baisse de la production, abattage du cheptel) tandis que l'augmentation des prix des produits alimentaires — consécutive à la pénurie et au coût des importations — provoquait des émeutes ouvrières.

si la gauche, en France...

Entre ces différents périls Gierek a choisi la navigation à vue. Jusqu'à présent, il s'est assez bien tiré d'affaire. Mais la réalisation des objectifs du nouveau plan quinquennal — rationalisation de l'économie, augmentation de la productivité, développement de la moyenne propriété agraire — ne se fera pas sans heurts.

L'action conjuguée des travailleurs de l'industrie et des intellectuels contestataires a réussi à soulever une partie de la chape de plomb que la bureaucratie fait peser sur les forces sociales. Mais toute nouvelle avancée dans le sens de la démocratie ouvrière se heurte au redoutable et potentiel danger d'une intervention soviétique — directe ou indirecte.

De ce point de vue, une expérience de gauche en France, peut, si elle débouche sur autre chose que la gestion loyale du capitalisme, peser directement sur l'évolution de la société.

Léo GOLDBERG ■

en étudier de plus près les implications. Une « recolonisation » de ce territoire un peu oublié n'est pas souhaitée par les pays environnants, pas plus sans doute qu'au Brésil, avec qui de délicats problèmes de frontières se poseraient encore, au fin-fond amazonien de la Guyane.

En France, et dans les autres DOM-TOM, le projet Stirn-Chirac n'a pas été mieux accueilli : certes *Paris-Match*, *Minute* ou *Le Meilleur* (qui se vendent fort bien, merci, parmi les « expatriés » de Guyane) ont orchestré cette « reconquête » par des « Robinson Crusoë ». Roger Holeindre, un ancien OAS, s'est félicité dans *Paris-Match*, « qu'il y ait encore aujourd'hui des Français d'une trempe peu commune, des pionniers comme autrefois, dont on dit pourtant qu'ils sont en voie de disparition » et a pris plaisir à voir la famille Mienville — une des premières arrivées — à défricher, fusil au poing, dans la « jungle » : cela rappelle le bon temps de « l'Indo » !

Mais, pour ces quelques plaidoyers nostalgiques, quelle bordée de flèches, de quolibets, d'injures ! Beaucoup d'observateurs ont donné le choix au ministre : ce sera la Rhodésie, l'Afrique du Sud, ou l'Algérie... D'autres ont mis en valeur le climat de suspicion et de règlements de compte qui règne dans les couloirs du secrétariat d'Etat depuis que M. Vié, l'ancien secrétaire général aux DOM-TOM (un fonctionnaire à poigne dont tous les militants hostiles à la départementalisation ont eu à se plaindre), a écrit dans *le Monde*, au mois de juillet dernier, un méchant article intitulé « L'échec du plan vert pour la Guyane » : rien de moins.

Philippe MARIELIE ■

Salima ne sait plus où aller...

Salima Adjali est algérienne ; elle vivait jusqu'en janvier 1977 avec un guyanais, Alain Michel, délégué général de l'Union des travailleurs guyanais pour la région de Saint-Laurent du Maroni, qui milite également au Mouvement guyanais pour la décolonisation (MO-GUYDE). Depuis le début de l'année, elle est tenue éloignée de son compagnon à la suite d'une mesure d'expulsion prise en vertu de lois de 1849 et de 1936 qui imposent aux étrangers de posséder un visa spécial lorsqu'ils se rendent dans un territoire français d'outre-mer. Visa qui lui est constamment refusé depuis ; mais dont elle n'a pas besoin pour résider en France. Conclusion : la Guyane, ce n'est pas vraiment la France. En attendant, Salima Adjali a reçu le soutien d'une quarantaine d'organisations françaises (dont tous les partis et syndicats de gauche, ainsi que le PSU) ; elle se bat actuellement devant le conseil d'Etat, et devant le tribunal administratif de Paris. Mais les lois sont têtues. Et elles n'est qu'Algérienne...

Ph. M. ■



AGP

Espagne

oui à l'autonomie, non au caciquisme...

Des centaines de milliers de manifestants, à Barcelone comme dans les principales villes d'Euzkadi, aux cris de « autonomie » et « amnistie », viennent de signifier, non seulement au gouvernement Suarez, mais aussi aux parlementaires, élus au mois de juin dernier, que tant le peuple basque que le peuple catalan, refusent toutes les combinaisons, tous les échafaudages, même habilement montés, qui entraveraient la marche vers l'autonomie des deux nations, au sein de l'Etat espagnol. La revendication nationale, après quarante ans d'oppression franquiste, revêt toutes les formes. Explosion de joie ou de fureur, selon l'attitude du gouvernement ou des élus, qui savent désormais, qu'ils ne pourront plus biaiser. Telle est la première conclusion que l'on doit tirer des deux semaines que Catalogne et Euzkadi viennent de vivre.

Ce n'est pas la seule. Dans le difficile processus de la démocratisation des institutions, et compte tenu de la crise sociale et économique, dont les effets sont déjà dévastateurs, il était tentant d'appeler au calme et à la modération. De définir une politique de petits pas. C'est ce que viennent de rejeter Basques et Catalans certes, mais aussi les deux cent mille Madrillènes qui ont manifesté contre la vie chère vendredi dernier.

Il va donc falloir faire preuve d'imagination, et sortir des voies politiques, et des rythmes de passage, que Suarez essayait d'imposer depuis un an.

entre Tours et la Moncloa

Au mois de juin dernier, la Catalogne vote en masse, non seulement pour l'autonomie, mais aussi pour la gauche. Communistes et socialistes ont la majorité. Suarez cherche une solution, qui lui évite de négocier avec les « rouges ». Il la trouve avec Tarradellas.

Le président de l'ancienne Generalitat (gouvernement catalan), qui a succédé à Companys (livré par Pétain à Franco et fusillé), a été élu en exil, par ce qui subsistait de parlementaires catalans, eux-mêmes en exil. Il maintient le symbole, et le siège de la Generalitat, en France près de Tours. On le sait modéré. On le dit redoutable négociateur. Mais entre modérés on doit pouvoir s'entendre.

Va donc pour Tarradellas. Suarez le convoque au palais de la Moncloa à Madrid. Et Tarradellas, sans prévenir personne, — et à la stupeur générale — s'y rend. La négociation s'engage. Les partis et leurs élus ont le tort de ne pas réagir immédiatement, par souci de préserver le prestige de la Generalitat et de son très symbolique président. Moyennant quoi, l'accord auquel on aboutit, s'il réinstalle Tarradellas à Barcelone en tant que président, ne prévoit qu'un Conseil de douze membres, désignés par Tarradellas lui-même, qui ne connaîtra d'autre contrôle que celui du roi.

Les parlementaires réagissent enfin. Il n'était que temps. Dans les rues de Barcelone on commençait à dire et écrire « Non à une generalitat « décaféinée », « Non à Francodellas ». Ils imposent une nouvelle négociation pour qu'au moins il y ait une assem-

de generalitat. Ils l'ont fait massivement et joyeusement. Ils pourraient le faire autrement, si les deux caciques s'entêtaient...

la frustration basque

En Euzkadi, les choses se sont présentées autrement. Malgré la féroce répression franquiste, ETA, assuré d'une très large complicité populaire, avait mené une résistance armée, génératrice, comme toute résistance, de héros incontestables et incontestés (souvenons-nous de Burgos), mais aussi des mythes qui s'alimentent et s'auto-alimentent d'autant plus que les conditions de la clandestinité ne permettent pas de vérifier la qualité des analyses et des projets d'avenir. Dans la nouvelle situation politique créée par la mort de Franco, la campagne pour une amnistie totale prit, en Euzkadi, beaucoup plus d'ampleur que dans le reste de l'Etat espagnol, précisément parce que les géôles franquistes enfermaient beaucoup de prisonniers basques. Cette campagne continue et continuera, jusqu'à ce que le dernier prisonnier politique soit sorti de prison.

Mais d'autres problèmes se posent, qui ne font pas la même unanimité. Déjà lorsque les élections furent décidées, alors que tous les partis anciens, PCE, PSOE, PNV (Parti nationaliste basque) décidèrent

Au soir des résultats, force fut de constater que le nombre d'abstentions était mince, et que c'est le très démocrate-chrétien PNV et le PSOE qui venaient en tête. EIA obtenait un député (Letamendia) et un sénateur (Baudres). Certes, si le vote à dix-huit ans avait été décidé, il est probable que les résultats de EIA auraient été bien meilleurs. Il suffit de voir les manifestations en Pays basque pour comprendre que c'est dans la jeunesse qu'EIA et ETA trouvent leur plus grand appui...

On pouvait s'attendre en tous cas à ce que les projets de statut d'autonomie, sortent au grand jour, très rapidement. La stupeur n'est pas venue, ici, de négociations engagées entre Leizaola, président du gouvernement basque en exil et Suarez. Elle est venue quand les Basques ont découvert que le gouvernement d'Euzkadi et les parlementaires qu'ils venaient d'élire n'avaient aucun projet dans leurs cartons.

Le PSOE, comprenant le premier cette frustration, présente un projet. Depuis, il le discute avec le PNV et le gouvernement basque. Les conciliabules continuent sans aboutir. Mais ces discussions d'état-major exaspèrent de plus en plus la population, en tous cas sa fraction la plus radicalisée qui cherche d'autres formes d'intervention politique et commence, là aussi, à parler de caciquisme.

C'est dans ce contexte que le cou-



Photo Gamma

blée composée des parlementaires élus, qui contrôle le président. Suarez résiste et cherche d'autres formules. On en est là...

Mais les décrets royaux n'étant pas encore parus, la formidable manifestation du jour de la fête nationale — la Diada — à Barcelone, montre à l'évidence que les Catalans ne s'accommoderont pas aisément d'une fiction

immédiatement d'y participer, toutes les organisations politiques issues à des degrés divers de ETA et des scissions que celui-ci a connu dans son histoire, hésitent, puis se partagent. Les autres — dont la plus significative est EIA (Parti pour la révolution basque) — décidèrent, mais tardivement, de se présenter devant les électeurs.

rant « indépendantiste » commence à se manifester avec force, dans les manifestations pour l'amnistie, débordant tous les partis politiques constitués du centre gauche à l'extrême gauche, et ajoutant encore à une confusion généralisée.

Il est urgent d'agir...

Christian GUERCHE ■

la parole à... J.-C. Carrière

« Bunuel ? un bourgeois et un anarchiste... »



Photo Françoise Claire

T.S. : Jean-Claude Carrière, acteur, scénariste, vous êtes avant tout le fidèle compagnon de Luis Bunuel. Peut-être l'homme qui connaît le mieux ce mystérieux cinéaste. Vous travaillez ensemble depuis quatorze années. Comment vous êtes-vous découverts ?

Jean-Claude Carrière : C'était en 1963, pour tourner *Le Journal d'une femme de chambre*. Bunuel voulait un jeune scénariste connaissant bien la province française. C'est Serge Silbermann, le producteur, qui m'a envoyé le rencontrer à Cannes. Bunuel ayant appris que j'étais d'une famille de vigneron m'a tout de suite adopté. Il adore boire !

T.S. : « *Le Journal* », c'était déjà un film inspiré d'un roman de Mirbeau. Après, il y a eu « *Tristana* » inspiré d'une œuvre de Perez Galdos. Aujourd'hui « *La Femme et le pantin* » de Pierre Louys fournit le thème de « *Cet obscur objet du désir* ». Mais Bunuel n'est jamais prisonnier des ouvrages qu'il adapte...

J.-C.C. : Les livres lui apportent l'intérêt d'une histoire simple sur laquelle il peut s'appuyer. Bunuel se rallie volontiers à deux phrases. La première, de Hitchcock : « Partir du cliché vaut mieux qu'y arriver » ; et la seconde, d'Eugénio d'Ors : « Tout ce qui n'est pas de la tradition, c'est du plagiat ». Par là, il veut dire qu'il est impossible et dangereux de vouloir être original au départ. Si l'on part de quelque chose de simple et que l'on y travaille doucement, on arrivera nécessairement au dérapage qui permet l'originalité. Sur un livre, nous travaillons énormément. Pour *Cet obscur objet*, nous avons fait trois adaptations — en nous écartant à chaque fois un peu plus du canevas initial.

T.S. : Donc vous préparez le tournage très longuement, de manière très fouillée. Et après ?

J.-C.C. : Les journées de tournage même défilent vite. Bunuel a déjà son film en tête lorsqu'il donne le premier coup de manivelle. Il est un des rares

cinéastes à utiliser une infime quantité de pellicule. Pour le dernier film, 17 000 mètres ont suffi ! Bunuel monte son film en le tournant. Après la dernière journée de plateau, il demeure encore deux ou trois jours pour peaufiner le tout, mais guère plus.

T.S. : Les comédiens, pour lui, ce sont des robots, des associés ?...

J.-C.C. : Bunuel, curieusement, travaille comme un metteur en scène de Nô japonais. Il n'y a jamais l'ombre d'une justification psychologique à une action demandée. Ainsi le comédien n'effectue qu'un travail *extérieur*, de préparation du corps. Il n'intériorise pas son jeu. Bunuel fait énormément travailler les corps, les gestes — sans rien dire d'autre, parfois, que : « vous prendrez ces

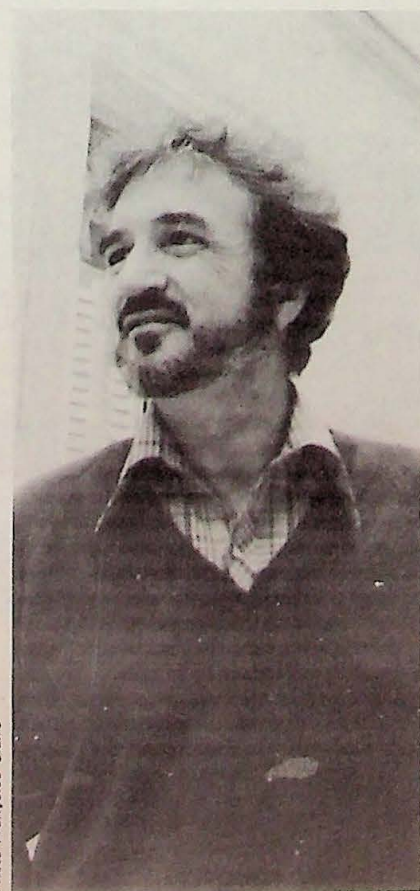


Photo Françoise Claire

lunettes par la branche gauche. » Le comédien peut s'interroger sur la signification de ce geste, il n'obtiendra aucune réponse avant de l'avoir fait correctement. Bunuel utilise parfois une technique de souffler — comme dans les exercices spirituels d'Ignace de Loyola —, et peut même aller jusqu'à l'hypnose.

T.S. : Travailler avec Bunuel c'est évidemment stimulant. Mais « drôle » ?... Pour vous, par exemple, comment se passe ce travail en commun ?

J.-C.C. : C'est un face à face quotidien de six heures. J'écris ce que Bunuel imagine et nous jouons ensemble les scènes dans sa chambre d'hôtel ; d'où d'inénarrables anecdotes sur l'inquiétude des voisins lorsque nous répétons *Le Journal* ! Bunuel était toujours la femme de chambre, et moi j'interprétais les autres personnages. Vu le dialogue et la situation de certaines scènes, il a dû passer de curieuses pensées dans l'esprit de nos voisins de palier !

Au cinéma, ce que Bunuel désire avant tout, c'est rire. Il sait qu'un travail en commun apportera nécessairement des concessions. A ce sujet, il y a une très belle histoire de Jouvett. Copeau désirait un tabouret pour une idée de mise en scène. Jouvett le lui ayant apporté, Copeau réfléchit et demande un second tabouret. Jouvett se lève alors et clame : « Les concessions commencent ! ». Bunuel, c'est tout à fait ça. Simplement, il sait quelles concessions il n'aura jamais le droit de faire.

T.S. : Voir « un Bunuel », c'est toujours se heurter à des images-mystères, à des contradictions et risquer de se perdre en exégèses, tenter de découvrir un « message », une thèse qui se dérobent...

J.-C.C. : Bunuel est le contraire d'un être théorique. La pratique, vieille leçon du surréalisme, est la seule vérité pour lui. Il est comme Kipling, il dit volontiers : « N'essayez jamais de dire quelque chose, mais dites. » Pour lui, l'image est primordiale. Peu importe ce qui se cache derrière. Il est d'une constante liberté et cherche à créer une totale dislocation à l'intérieur d'un film. Il place des phrases dans l'esprit de tel ou tel personnage, mais tout pourrait être différent.

L'homme lui-même est plein de contradictions. Et ça le passionne ! Il est à la fois un bourgeois et un anarchiste ; un Espagnol et un homme international ; un athée et un être hanté par le sens du mystère. C'est de ces heurts que naissent les films de Bunuel. Sa grande recherche aura été de trouver le point où le réel et l'imaginaire, le vrai et le faux, le haut et le bas ne seront plus perçus comme contradictoires. En ce sens, il est très proche du surréaliste Benjamin Péret. Il cherche à *sentir* au lieu de *comprendre*.

Prenez le problème de la violence par exemple. Encore une de ses contradictions : Bunuel a la violence en horreur et il en a toujours parlé. Pour lui, pour se servir de la violence, il s'agit d'abord de la définir. Dans un univers où les gens tirent dans la rue, la violence, ce sera la singularité.

Bunuel est toujours un cinéaste dérangeant parce qu'il va toujours à contre-courant. Aujourd'hui, on étale le sexe (qui fut une arme) ; alors, il exalte le sentiment. Il est profondément anarchiste, quand même !

T.S. : On a parlé de surréalisme, il y reste profondément attaché ?

J.-C.C. : Ça appartient à « l'âge d'or » de ses jeunes années et c'est un peu sacré. Mais il est d'accord pour reconnaître que, d'une certaine

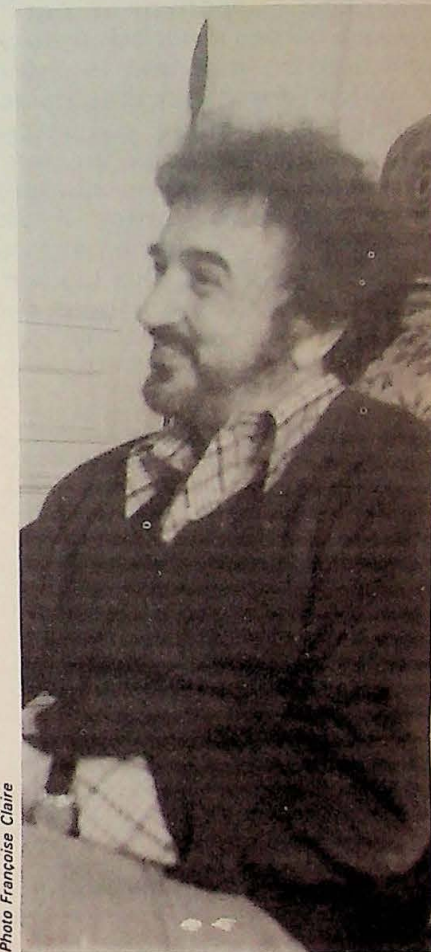


Photo Françoise Claire

façon, « le surréalisme a triomphé dans l'occasion et échoué dans l'essentiel. »

T.S. : La presse l'amuse et l'irrite...

J.-C.C. : C'est une chose qui l'amuse surtout beaucoup. Une de ses grandes joies, c'est de lire les savantes exégèses que l'on fait de ses œuvres. Mais ça peut aussi l'inquiéter : il a lu en entier la presse parue sur *le Fantôme* et m'a dit, l'œil à demi fermé : « Pour la première fois elle est toute bonne : mauvais signe ! ». Ce qu'il reproche à la critique, c'est de vouloir expliquer, faire comprendre. Mais, si un journaliste, plus malin qu'un autre, a le malheur d'écrire : « J'ai compris qu'il ne fallait pas comprendre » ; c'est pis que tout !

T.S. : Difficile un peu de conclure, non ?

J.-C.C. : Il est tellement inattendu ! Le mot de la fin, c'est toujours lui qui l'a. Ainsi de son dernier film. Une fois rentré du Mexique, Bunuel a déclaré : « Mon dernier film ? Ah ! trop long, démodé, ennuyeux. » Vous voyez bien que ce n'est pas la peine d'essayer !

Propos recueillis par Fabian GASTELLIER ■

les armes de la critique

3^e festival de Deauville

L'Amérique : pour et contre

de notre envoyée spéciale Fabian Gastellier

Le 3^e festival du cinéma américain de Deauville était solidement encadré. Un film d'ouverture, *Il était une fois l'Amérique*, montage de plus de cent extraits d'anciens films et une œuvre de clôture, *La guerre des étoiles*, avaient en commun non seulement le fait de parler des USA, mais d'en parler bien. Ce ne fut pas le cas, heureusement, de tous les films présentés, et ce curieux mélange a donné la vision d'une Amérique cinématographique coupée en deux : d'un côté, un cinéma de confort, douillettement enroulé dans une robe de chambre aux couleurs de l'Union Jack et, de l'autre, un cinéma de dénonciation, violent et nu qui fut, de loin, le plus intéressant.

Parler en bien de soi remonte à « l'antiquité » même des USA, en ces temps anciens où il fallait unir un peuple fait d'immigrants, afin de créer une nation personnalisée. Le cinéma fut un des meilleurs moyens de propagande nationale pour le XX^e siècle, racontant les idylliques paysages, la noblesse des pionniers, la grandeur des héros, la beauté des femmes et la gentillesse des enfants. C'est tout cela que l'on retrouve, pêle-mêle, dans le film de George Stevens junior : *Il était une fois l'Amérique*. bercées par un commentaire inintéressant, groupées en cinq chapitres (les terres, les villes, les familles, les guerres et l'âme) les images défilent, ramenant à nos mémoires le doux

trémolo du « Souvenir, souvenir, que me veux-tu ? » On a bien pris soin de ne pas déranger les esprits.

A passé tout rose, avenir éclatant : c'est là une des recettes des grandes firmes américaines, décidées à ne jamais réveiller le public. *Star Wars* (*La guerre des étoiles*) de George Lucas marche dans cette politique. Enorme machin de 138 millions de dollars, ce chant d'amour pour débilés profonds s'annonce indigeste et se révèle odieux. Décor de Métropolis recorrectée par un Le Corbusier qui aurait suivi les conseils de Chirac ; historiette banale de guerre interplanétaire avec amourette entre princesse et héros (mais si !) *Star Wars* est une superproduction dangereuse.

Rien de nouveau dans les espaces futurs, tous les ingrédients de la vieille Amérique réactionnaire seront bons pour le service. Affreux pirates contre bons civilisés : tout cela tient du conte de fées et des premiers westerns. Avec un brin de racisme et un soupçon de misogynie, on a une œuvre curieusement fascinante.

Si elle sait admirablement gâtifier, l'Amérique sait aussi être inconfortable. C'est du moins le cas d'un cinéma marginal et désargenté. Les regards sur la société provenaient d'angles différents. Regard sur un monde que l'on croit hors de tout soupçon parce qu'il est riche, c'est *Not a pretty picture* de Martha Coolidge qui pose le problème du viol, de la responsabilité des hommes et de la société. Regard sur une jeunesse paumée après les désillusions du Viêt-nam, c'est *Between the lines* de J.M. Silver. Regard violent et cruel sur un monde de crimes, c'est *Bad* de Jed Johnson, qui s'inspire des cauchemars d'Andy Warhol et Paul Morrissey. Enfin et surtout, regard sur une classe sociale défavorisée qui constitue l'envers de la société de consommation, c'est l'admirable documentaire de Barbara Kopple : *Harlan County USA*, sorte de journal de bord d'une sanglante grève de mineurs.

Au-dessus de ces cinémas de confort et de combat, deux cinéastes ont illustré Deauville en parlant d'autre chose que de leur pays. Woody Allen, avec son humour d'héritier des Marx Brother et Sidney Pollack, en doux-amer, se sont mis à poser des questions d'ordre plus général. *Annie Hall*, la dernière facétie de Woody Allen, raconte l'échec d'un troisième mariage. Certes, le petit maigrichon rouquin et myope cherche à faire rire et y parvient. Mais, derrière le délire,

se cache de plus graves réflexions. Allen parle — et ce n'est pas gratuit — de ses échecs personnels et du déclin de l'Occident. Il s'étonne et s'inquiète : n'est-il pas la preuve que quelque chose ne va plus dans le monde ? Il s'assombrit et nous livre son obsession de la mort. La mort est également présente chez Pollack. Un Américain coureur automobile la côtoie chaque jour et cherche à l'éviter ; une jeune européenne en subit les lents ravages ; un pilote est mort accidenté. Mort rapide (elle rappelle celle de James Dean) et mort lente contre mort tout court. Sidney Pollack tisse une histoire d'amour et en extrait une réflexion sur la mort.

Fabian GASTELLIER ■

les mots croisés de TS

Problème n° 30

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement

I. N'est pas forcément un amalgame. II. Des minables. III. Ornement - Canton - Monnaie. IV. Pronom - Mettront dans la ligne. V. Un commencement d'amour - De l'or très symbolique - Lettres d'une page. VI. Fais un boulot de barbouze. VII. C'est certain - Peut modifier un rapport de forces. VIII. Au poil. IX. De droite à gauche : arrivés. IX. Accumulât. X. Nous font suer quand elles sont fortes.

Verticalement

1. Spécialistes des gros prix. 2. Ne change pas de bord - Une assemblée très désordonnée. 3. Débute à Londres - Prénom impérial. 4. En luge - Poteau - Lettres de snobs. 5. Une ruine pour les Dassault. I - Très pondéré. 6. Prend la corde - De bas en haut : fait la peau d'un bœuf. 7. La fin du 15^e - Protoster - Refait l'histoire. 8. Une des sœurs - De bas en haut : charpentiers. 9. Drôle de fabrique (sigle) - Porté à Dublin. 10. Ça sonne !

Solution du n° 29

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	A	R	F	A	D	E	T	S	
II	A	R	A		R	E	C	R	I	T
III	N	I		R	E	C	U	I	R	E
IV	T	A	S		S	H		L	U	L
V	A	S	I	E		E	S	O	P	E
VI	S		R		R	A	T	E		
VII	Q	U	E	R	E	L	L	E	U	R
VIII	U		R		A	D	I	O	U	S
IX	E		C		O	N	O	M	I	S
X	S				I	G	N	A	R	E

René LANARCHE ■

la télé points de vue

La télé, vous savez... C'est bien pour vous faire plaisir qu'on en parle. Parce que la télé, hein, c'est bien synonyme de rentrée : distraction passive et programmée, une fois que la course en sac est repartie (toto - métro - boulot - béton - bitume - jambon - chips, et le réveil qui sonne, et la sortie de l'école à ne pas rater).

Bon, alors, histoire de renouer avec sa rubrique, on a quand même regardé son poste, ce mardi 13, juste avant que TS ne boucle. On s'est refusé Gina dans *Notre-Dame de Paris* (FR 3), pour s'atteler à plus costaud : *les Dossiers de l'écran*, sur l'A 2, traitaient de l'armement atomique à partir d'une fable gentille, mais pas désopilante : *La souris qui rugissait*, avec Peter Sellers.

On a été content de l'apprendre : centrales nucléaires, exportations technologiques, prolifération de l'armement atomique : pas de quoi fouetter un chat ! Il y avait sur le plateau de la compétence à revendre : un ancien adjoint de Kissinger ; un certain M. Petit de la Commission à l'énergie atomique ; Alfred Kastler, prix Nobel de physique... tout ce beau monde a été on ne peut plus rassurant.

D'abord, au contraire de ce que répand une presse mal intentionnée, il est invraisemblable qu'aujourd'hui ou demain quelques bricoleurs de

génie puissent se concocter leur bombinette dans leur arrière-cuisine... La présence, parmi les invités, d'un étudiant de Princeton, John Philipps, vingt et un ans, qui en quatre mois, a établi les plans d'une machine dont la puissance égale le tiers de la bombe d'Hiroshima, a sur ce point semblé n'émouvoir personne.

Des centaines de kilos de plutonium, dit-on, disparaissent des stocks constitués : fantaisie ! On nous a patiemment expliqué qu'il ne s'agit que d'erreurs de mesure, ou de résidus qui traînent dans les tuyauteries. « Course à l'armement ? », « Escalade de la terreur ? »... Du calme ! On peut « réduire les risques à des proportions très acceptables ; on peut en même temps développer l'énergie nucléaire et empêcher sa prolifération... ».

Dans vingt ans, trente pays au moins seront dotés de la force atomique ? L'Afrique du Sud la possède depuis peu ?... Certes ! Mais, enfin,

les dirigeants nationaux sont des gens responsables et l'effort des Grands pour la réduction de l'armement nucléaire ne saurait qu'aboutir... La preuve : les USA viennent d'eux-mêmes de renoncer à la construction de leurs nouveaux bombardiers B 1.

Il y eût cependant quelqu'un pour rappeler que l'Amérique avait aussi adopté une bombe « propre », conventionnelle, « écologique », qui tue les hommes, mais préserve l'environnement...

Un journaliste allemand, décidément obtus, s'est interrogé tout haut sur l'issue de la dernière guerre mondiale dans le cas où Hitler aurait détenu la bombe. Le docteur Zinzou, au nom du tiers monde, a eu le mauvais goût de remarquer qu'on extraissait chez lui l'uranium pour renforcer encore l'hégémonie des super puissances.

Et puis, l'irremplaçable Guy Darbois, de son standard, est intervenu sur la fin pour signaler discrètement que le public ne semblait pas partager l'optimisme tranquille des experts... Toujours est-il qu'on avait fait le tour de la question. On le notera une fois de plus : que ferions-nous, que serions-nous sans *les Dossiers de l'écran*, la plus vieille émission télévisée de France, qui chaque semaine nous précise ce qu'il faut penser ? Sans elle, on s'en ferait des idées !

courrier des lecteurs

TS : des conclusions hâtives ?

Je prends connaissance avec quelque retard de l'article « Produire ailleurs » paru dans votre numéro du 2 juin dans laquelle notre entreprise est mise en cause avec beaucoup d'autres.

Compte tenu des difficultés éprouvées par l'industrie textile dans tous les pays européens, je conçois imparfaitement qu'un journal comme le vôtre conteste aux entreprises européennes le droit de s'installer dans des pays à bas salaires en vue d'y faire fabriquer tout ou partie de leur



production. Encore faudrait-il qu'il s'agisse d'une décision commune à tous les pays de la CEE, faute de quoi l'absence de compétitivité d'une industrie française peu implantée dans les pays à bas salaires ne peut que profiter, par détournement de trafic, à d'autres pays, tels que l'Italie et l'Allemagne, qui le sont beaucoup plus largement. Encore faudra-t-il s'assurer que l'absence des pays européens dans la production textile des pays à bas salaires empêchera réellement ceux-ci de produire et d'envahir progressivement nos marchés comme ils le font actuellement. Encore faudrait-il s'assurer également que le fait, pour une entreprise européenne, de pouvoir introduire dans ses collections des produits de premier prix en provenance des pays à bas salaires ne leur permet pas de se trouver plus compétitives sur les marchés mondiaux, et finalement de produire un plus grand nombre de pièces d'origine nationale grâce à une part largement accrue à l'exportation.

Admettons malgré tout que des opinions divergentes puissent exister concernant ce type d'implantation, aboutissant à des importations d'articles textiles en France.

Mais votre article met également en cause, sans aucune discrimination, toute implantation à l'étranger, quels qu'en soient les motifs. C'est ainsi que, pour notre cas particulier, vous contestez notre implantation au Mexique, et notre participation dans une affaire portugaise. Il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, de sociétés datant d'une vingtaine d'années, dont le seul et unique objet était de vendre nos produits fabriqués sur place sur les marchés mexicain et portugais, marchés sur lesquels, pour des raisons diverses, nous n'avions jamais pu exporter nos productions françaises. Depuis la création de ces deux sociétés, jamais une seule pièce produite tant dans des usines portugaises que mexicaines n'a encore été

importée en France. Actuellement encore, tant en raison de l'importance des droits de douane que des contingentements aux importations, aucune société de bonneterie française non implantée dans ces deux pays ne pourrait y importer la moindre marchandise.

En général, vous pouvez admettre que tout le marché sud-américain, y compris le Brésil, l'Amérique centrale et le Mexique, est pratiquement fermé aux vêtements de fabrication française et seule une implantation locale peut permettre d'y maintenir une présence. Je ne vois donc absolument pas en quoi de telles implantations peuvent nuire en quoi que ce soit à l'économie française, et plus particulièrement au personnel de nos entreprises et je regrette vivement que vous n'ayez pas su, dans une étude qui aurait pu être intéressante, pousser votre enquête un peu plus loin, avant de tirer des conclusions pour le moins hâtives.

Pierre VITOUX
(Vitos. Etablissements
Vitoux. TROYES) ■

Monsieur Vitoux conçoit mal que nous contestions le droit des entreprises textiles françaises de s'implanter dans des pays à bas salaires. Il ne doit pas être habitué à la lecture de notre journal. Il aurait pu y lire de nombreux articles où nous avons dénoncé la nouvelle division internationale du travail et la logique du profit. Les trois arguments qu'il avance pour justifier le « déménagement » d'une partie de l'industrie textile française relèvent de cette logique.

Premier argument : faute d'entente entre capitalistes européens, les Italiens et les Allemands plus compétitifs, sauront mieux que nous exploiter la main-d'œuvre des pays en voie de développement. En un mot, vive les cartels pour la domination impérialiste des pays du tiers monde.

Deuxième argument : contrôlons les pays à bas salaires, sinon ils nous envahiront. Hormis qu'il existe dans le cadre capitaliste actuel bien des moyens techniques pour décourager d'éventuels exportateurs étrangers, ce que ne fait que timidement le gouvernement français pour protéger les productions françaises, des accords bilatéraux brisant le capitalisme et les exportations sauvages seraient possibles avec ces pays. Ils supposeraient évidemment qu'on mette fin au néo-colonialisme, qu'on définisse une autre politique des échanges commerciaux plus égalitaires, qu'on sanctionne les entreprises françaises, qui installées à Macao ou ailleurs, organisent à leur seul bénéfice l'envahissement du marché français par les produits fabriqués ailleurs.

Troisième argument : être implanté à l'étranger (donc exploiter une main-d'œuvre bon marché) permettrait de rendre les firmes françaises plus compétitives, plus exportatrices, donc finalement (mais M. Vitoux ne le dit pas) peut-être créatrice d'emplois. Tout le processus actuel prouve le contraire. La compétitivité des grandes firmes textiles françaises quand elle existe, n'est en rien génératrice d'emplois, ni de hausses des salaires, ni d'amélioration des conditions de travail. Les chiffres d'affaires, trafiqués ou non gonflent,

l'emploi baisse, les salaires stagnent. Un seul motif donc à toutes ces manœuvres : le maintien et la sauvegarde de la rentabilité, quelles qu'en soient les conditions. Voilà pourquoi je caractérisais les patrons au bois comme des voleurs criant au volé. Je ne convaincras certainement pas M. Vitoux de l'utilité d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et de nos objectifs de la lutte de classe. Je lui donne crédit que les établissements Vitoux implantés au Mexique et au Portugal n'alimentent pas les importations sauvages qu'organisent certains de ses collègues. Mais je constate que toute la première partie de sa réponse ne vise qu'à justifier le sens de leur politique. Alors... Cette politique, on en connaît les conséquences : atteinte au niveau de l'emploi, bradage de branches entières de textiles, cuirset habillement, etc. (cf. l'article « ces branches qu'on abat » jouxtant celui que M. Vitoux met en cause). M. Vitoux parle le seul langage du profit, nous, nous défendons le point de vue des travailleurs. Nos conclusions ne sont donc pas hâtives, elles sont radicalement opposées.

Yves SPARFEL ■

Bunuel : des poncifs désolants

Bien sûr, le dernier Bunuel n'est pas absolument un navet. On y retrouve même tous les ingrédients qui font d'ordinaire la bonne cuisine bunuelienne : ça veut rafraîchir des mythes usés (celui de la femme, ange pervers et séduisant démon tout à la fois, c'est connu ; celui du vieux Monsieur bien mis en proie au démon de midi ; celui de la mère-maquereille confite en dévotions ; celui du valet-confident, misogynne pour la bonne cause...); ça pourrait jouer drôlement des jeux de la séduction et de la dérobade, du désir qui prétend dominer et du refus qui humilie, des tentations de la chair et des interdits vestimentaires ; ça prétend chaffuster les normes sociales et les catégories morales ; ça casse du magistrat pédant, du prélat hypocrite, du bourgeois d'affaires, de la morale familiale toute faite et de l'image consacrée du prolétariat immigré-mais-digne-dans-son-malheur ; ça fourmille d'inventions saugrenues, d'images inattendues, d'objets détournés, de mamans qui bercent des petits cochons et d'attentats qui dérangent les boulevards de la tranquillité et les routines de l'intrigue ; ça s'offre le luxe



de choquer les mauvais sentiments en faisant dans l'érotisme chaste et le nu habillé ; ça dérouta la logique cartésienne en misogynisant fermement (« les femmes sont des sacs d'excréments ») tout en te vous libérant la femme poétiquement (« la guitare est à moi, j'en joue à qui je veux », énonce l'héroïne)...

Alors, c'est bon ? On peut rater des tomates farcies même avec d'excellents légumes et de bonne farce : c'est affaire de cuisson. Tout truffé de parfaites épices, le dernier Bunuel m'a paru mal rôti : plutôt longuet, parfois pédant, assez gratuit et somme toute emmerdant.

Notamment parce que l'exploitation des mythes rebattus qui servent de point de départ à *Cet obscur objet du désir* ne m'a paru ni si neuve ni si subversive. Ai-je mal lu la parabole de Bunuel ? Loin de voir dans l'héroïne la presque pure victime qu'y voit Fabian Gastellier, j'ai retrouvé en elle tous les poncifs désolants sur la femelle ambiguë, séduisante et salope en définitive, qui mène en bateau un pauvre bougre de bourgeois qui joue, c'est vrai, son fric pour assouvir son désir, mais par désespoir si évident de ne pouvoir jouer son charme qu'on ne peut que le trouver pathétique malgré son argent. Les simagrées de la donzelle barricadée dans sa gaine façon ceinture de chasteté durent trop longtemps du reste pour être bien crédibles (Bunuel s'en fout ? Ben justement...).

Et même à retenir la lecture fémi-

Julie SIMONET ■

ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 130 F (1 an); 70 F (6 mois).